



POLITIK

« Just e puer Komescher
hunn un d'Eisebunner
gegleeft »

Jeannot Waringo critique le
« dérapage » du budget d'État et
fait le bilan de ses 29 ans à la
présidence des CFL

B to B friendship

La liberté a un prix. Comment
l'ambassadrice des États-Unis au
Luxembourg envisage la relation
entre les deux pays

Ringen um akademische
Integrität

Wie umgehen mit nicht
gedachten Gedanken?
An der Universität Luxemburg
fragen sich Studierende
und Professoren, wie viel
Chatbot das Denken verträgt

WIRTSCHAFT

Pays de cocagne

Le Luxembourg et l'Inde se
rapprochent. Visite dans le pays
le plus peuplé du monde pour
vérifier cette attractivité
asymétrique

FEUILLETON

La nostalgie du punk

La truculente drag queen belge
Peggy Lee Cooper est de retour
sur scène à Luxembourg. Une
occasion de réfléchir à ce qu'est
devenu l'art du drag



ÉDITO

Rifkin’s Dream

IIII Bernard Thomas

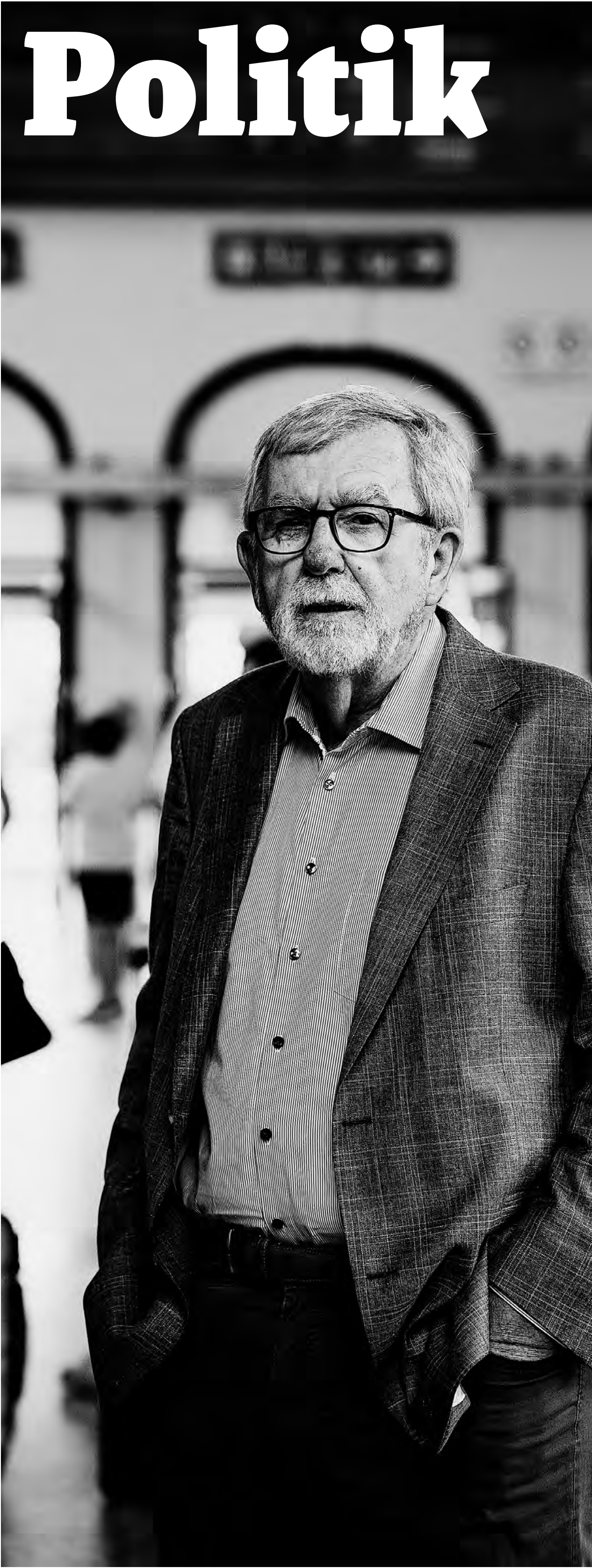
En 2016, Jeremy Rifkin vendait au Luxembourg sa vision d’une « économie de partage », avec ses « modèles d’affaires émergents » et ses « plateformes d’intermédiation ». En 2026, des centaines d’« indépendants » soumis aux algorithmes traversent les villes à tombeau ouvert pour livrer hamburgers et pizzas. Dix ans pour passer du rêve au cauchemar. Mais le « futurologue » Rifkin n’avait pas prédit que les « gig-workers » de Wolt, UberEats et Wedely s’organiseraient collectivement et entreraient en grève. C’est ce qu’ils ont fait le 12 juin, au risque de voir leurs comptes suspendus, c’est-à-dire de perdre leur gagne-pain. Cette action ponctuelle a été d’une étonnante efficacité politique. Elle a fait bouger les lignes, tirant de leur torpeur le ministère du Travail et l’ITM, mais également les syndicats et le LSAP.

Marc Spautz a illico annoncé une campagne de contrôles de l’Inspection du travail. Elle visera la nébuleuse des sous-traitants, ces firmes qui embauchent des livreurs comme salariés pour les faire rouler pour les plateformes ; après avoir ponctionné leurs rémunérations, évidemment. Les pratiques douteuses parmi ces « intermédiaires » sont connues depuis longtemps. En novembre, le podcast *Zeenewiessel* avait relevé les clauses fantaisistes de certains CDI qui exigeaient des livreurs d’être mobilisables du matin au soir, tout en fixant des horaires de travail à quelques heures par jour. Alors que le fusible des sous-traitants est sur le point de sauter, Wolt assure ses arrières. *Luxembourg Times* écrit ce lundi que la plateforme serait « in the process of ending its partnership with outside contractors », et ceci « by early July ». (Deux jours plus tard, la plateforme relativise l’info, au cours d’une réunion tendue avec les syndicats et des livreurs.) Avec les contrôles de l’ITM, le ministère du Travail semble miser sur l’effet d’annonce plutôt que de surprise. Le risque est qu’ils finissent par punir les victimes de ce système d’exploitation, à savoir les demandeurs de protection internationale (DPI). « Cette question, je me la pose aussi, mais je n’ai pas encore de réponse concluante », avoue Marc Spautz face au *Land*.

Alors que les BPI (bénéficiaires de protection internationale) obtiennent sans problème leur autorisation d’établissement (qui leur permet de s’inscrire en tant qu’indépendants sur les plateformes), les DPI sont souvent forcés de passer par les sous-traitants. C’est qu’ils « n’obtiennent pas d’autorisation d’établissement sans accord préalable » de la DG Immigration, comme l’explique le ministère de l’Économie au *Land*. Principalement constituée d’« indépendants », l’Union des livreurs fait preuve de solidarité avec les « salariés », qui sont autant des collègues que des concurrents. Dans son catalogue de revendications, elle demande que les DPI puissent « contracter directement avec les plateformes ». « On se connaît depuis des années », témoigne un des leaders du mouvement. « On se rencontre à côté des restaurants sous la pluie et sous le soleil. »

Pour conquérir une position dominante, voire monopolistique, le *modus operandi* des plateformes est partout le même. En entrant sur un marché, on propose des commissions basses aux restaurateurs et des tarifs élevés aux livreurs. Une fois installé, on peut commencer à serrer la vis. Mais Wolt a choisi le mauvais moment pour baisser ses tarifs. (Cette semaine, une course de la Gare à Howald n’était payée que 2 euros 50.) Car Marc Spautz planche actuellement sur la transposition de la « directive travail de plateforme » et il compte saisir l’occasion pour se refaire une beauté sociale (pour relativement peu de frais). Il a affiché la couleur il y a deux semaines : « La solution, pour eux [les livreurs], c’est le salariat auprès de l’entreprise parce que ce ne sont pas de vrais indépendants ». C’est en effet l’option la plus simple et la plus juste. Elle présente également l’avantage de ne pas pénaliser les DPI qui, depuis le 11 juin, peuvent exercer une activité salariée après quatre mois de présence au Luxembourg, et ceci sans autorisation préalable. À voir si la transposition de la directive (le projet de loi devrait être déposé à la rentrée) sera à la hauteur des promesses spautziennes.

Ce n’est pas trop tôt. Le socialiste Georges Engel assure avoir présenté dès mai 2023 un avant-projet de loi au conseil de gouvernement. Mais, regrette l’ancien ministre du Travail aujourd’hui, le DP aurait à l’époque préféré attendre que la directive soit finalisée. (Le LSAP n’avait dès lors pas insisté.) Les syndicats se sont également réveillés. Après de timides (et infructueuses) tentatives pour prendre pied, ils commencent à s’investir dans le secteur des plateformes, où tout reste à construire. De nouveau, c’est l’auto-organisation des livreurs qui a donné le rythme. L’OGBL et le LCGB suivent. Ils apportent leur soutien politique et logistique à ce mouvement fragile, tout en réfléchissant à comment l’intégrer (sans l’étouffer) dans leurs structures. ●





Sven Becker

Jeannot Waringo, ce mardi à la Gare centrale. Il a quitté le CA des CFL fin juin, après 41 ans, dont 29 à la présidence

« Just e puer Komescher hunn un d’Eisebunner gegleeft »

IIII Interview : Bernard Thomas

Jeannot Waringo voit dans la monarchie un rempart contre l’oligarchie. L’ancien inspecteur des finances critique le « dérapage » du budget d’État et fait le bilan de ses 29 ans à la présidence des CFL

d’Land : En mars 2021, un peu plus d’une année après la publication du rapport qui porte votre nom, vous avez déclaré sur *RTL-Radio* être républicain par principe, tout en affirmant avoir voulu stabiliser la monarchie qui serait un rempart contre les tendances populistes et oligarchiques.

Jeannot Waringo : J’ai même dit un jour au Grand-Duc Henri : « J’aurais préféré que vous soyez issu d’un processus démocratique, plutôt que d’un processus héréditaire ». En même temps, je suis convaincu qu’une monarchie bien conçue, comme aux Pays-Bas ou au Danemark, assure une certaine stabilité. Et puis que serait par exemple la Belgique si elle n’avait pas de roi ? Partout, on voit des républiques en train de déraper, que ce soit en Amérique ou en Europe. On voit également comment des gens qui ont de l’argent, du vrai argent, peuvent manipuler l’opinion publique. Par rapport à un Vincent Bol-loré, qui peut se cacher derrière ses médias, la monarchie est plus visible et plus transparente, davantage sous surveillance. *Si steet e bësse méi plakeg do.* Si les familles royales se permettent un dérapage, la *vox populi* est vite là pour les rappeler à l’ordre. On l’a récemment vu avec le Gréngewald, même si c’est un petit dossier...

Le Grand-Duc Guillaume est-il bien entouré et conseillé ?

Le pire, ce sont toujours les *Mitläufer* (opportunistes). Je l’ai constaté au cours de mes huit mois passés au Palais. Au début, des personnes gravitant autour du Grand-Duc ont cherché à me pousser vers un rapport qui soit aussi superficiel que possible. Mais je trouve que l’équipe actuelle, avec le maréchalat de la Cour, fait un excellent travail. De ce côté-là, je suis tout à fait rassuré.

Vous avez été le « consultant » le plus célèbre et le moins bien payé du Grand-Duché. (Le « Rapport Waringo » a été rédigé à titre gratuit, ndlr.) Comment voyez-vous la place qu’ont prise les Big Four dans le petit appareil d’État luxembourgeois ?

Also ech hunn ëmmer opgepasst op déi Jongen a Meedercher... Premièrement, ça revient extrêmement cher. Deuxièmement, ils n’ont pas d’obligation de résultat, uniquement une obligation de moyens. Et troisièmement, il ne faut pas oublier que ces gens-là, qui sont d’ailleurs tous très *dichteg*, sont quand même poussés par le chiffre d’affaires. Je ne leur confierais donc que des missions ponctuelles très limitées, comme implémenter un logiciel informatique. La raison pour laquelle on a souvent recours à un consultant externe, c’est qu’on manque de courage pour formuler des critiques en interne. Mais une fois l’étude terminée, elle finit souvent par prendre la poussière dans un tiroir.

Vous avez toujours insisté sur le fait de ne pas être encarté au CSV. En 2016, face au *Land*, vous vous définissiez comme « vert et social ». Mais en fait, vous étiez d’abord un junckérien ?

C’est quoi, ces junckériens ?

Disons l’aile sociale du CSV...

C’est déjà trop compliqué pour moi. Je suis quelqu’un de plus simple. Je me reconnais dans l’adjectif « social », et là je rejoins mon ami Jean-Claude Juncker. Je ne suis très certainement pas un capitaliste libéral. Je ne pense pas que l’argent doive tout diriger.

Bref, vous n’avez jamais été un friedenien.

Si vous définissez cela comme la tendance libérale, non, effectivement, j’ai toujours estimé que le social devait primer. Et cela a aussi été ma première priorité, quand j’ai pris en charge ma mission au Palais : m’occuper des gens, avant de protéger les institutions.

Vous avez dirigé l’Inspection générale des finances (IGF) entre 1985 et 2016. Quel regard portez-vous sur la situation actuelle des finances publiques ?

D’après le programme pluriannuel 2025-2029 du gouvernement, l’administration publique est en déficit jusqu’en 2029 au moins. C’est un dérapage et ce n’est pas normal. J’espère qu’on arrivera rapidement à redresser la situation, parce qu’avec de tels résultats, on sera coincés dès que la prochaine crise surviendra. On prend un risque immense.

Gilles Roth répète qu’il est ministre, pas comptable.

J’ai constaté que les termes « finances publiques » ne sont pas tombés lors de l’état de la nation. Et j’ai participé à de nombreuses Tripartites, elles ont toutes commencé par un long exposé et une discussion sur les prévisions budgétaires...

...Cette fois-ci, votre successeur à l’IGF n’était pas invité.

Effectivement. Un comptable, qu’est-ce que c’est ? C’est surtout quelqu’un de précis. Quand on joue une pièce de théâtre, et nous jouons tous une pièce de théâtre, il faut d’abord avoir un bon scénario et une bonne scène. Ce n’est qu’après qu’on peut jouer son rôle et se mouvoir librement. Bref, il faut d’abord avoir les chiffres.

Est-ce le bon moment pour lancer une réforme fiscale qui coûtera près d’un milliard d’euros par an ? Jean-Claude Juncker a récemment estimé sur *RTL-Radio* qu’il fallait l’échelonner en plusieurs tranches. Après, on comprend que le gouvernement veuille la faire dès 2028...

Tout gouvernement veut faire plaisir aux gens. Une réforme fiscale en fait partie, tout comme des projets d’autres ministères. Mais je trouve un peu bizarre qu’un ministre annonce d’entrée qu’il disposera de 850 millions d’euros, sachant que les autres ministres tenteront, eux aussi, de faire passer leurs réformes...

... Vous voulez dire que le pouvoir de dire non [du ministre des Finances] s’est érodé ?

Exact. Les gouvernements précédents avaient, eux aussi, des plans pour des réformes fiscales. Mais ils ont tenu compte du contexte. Or, quand je regarde le moment actuel, personnellement (mais je n’ai rien à décider), je ne ferais pas cette réforme fiscale, pas en ce moment-ci. Nous avons d’autres problèmes. Pourquoi ne pas investir ces 850 millions pour renforcer l’économie, soutenir le *Mëttelstand* et les PME, ou pour agir contre le dérèglement climatique ? Parce que 850 millions d’euros, *dat si jo grujeleg vill Suën...*

[...]

[Suite de la page 3]

Vous avez toujours plaidé pour une gestion budgétaire par objectifs.

Oui, c'est essentiel à mes yeux. Elle déterminera les chances de survie de l'État luxembourgeois. Mais le budget par objectif, cela ne s'improvise pas. Il ne suffit pas de l'annoncer, en inscrivant une ou deux phrases dans le budget. Il faut adopter une tout autre mentalité. On l'avait préparé en 2005, puis relancé en 2012 en phase test. On avait même choisi deux ministères, l'Agriculture et le Logement. Mais il faudrait alors exiger des fonctionnaires une gestion par objectifs. Or, aujourd'hui, la CGFP ne tolère même pas les entretiens individuels. Prenez les budgets de la Suède ou de la Nouvelle-Zélande, qui sont les plus avancées. Là-bas, c'est le ministre de l'Éducation qui présente ses objectifs au Parlement, par exemple améliorer les résultats scolaires de trois pour cent. C'est discuté, voté et surtout, évalué.

En tant qu'inspecteur des finances d'un très petit pays, faut-il développer ses propres modèles, sa propre doctrine, ou peut-on s'inspirer d'autres États, plus grands ?

J'étais autrefois passionné par le modèle norvégien, qui a créé énormément de réserves. Mais il ne faut pas oublier une chose : Plus l'argent afflue, plus il est difficile de faire un budget. Parce qu'il faut alors freiner les appétits. Mais durant les années 1990-2000, il y avait quand même une tendance à investir les plus-values budgétaires dans les différents fonds d'investissements, par exemple le Fonds des routes ou le Fonds du rail. À un moment, le fonds souverain a été créé, même si sa dotation est restée insuffisante. Mais le principe doit être : On n'utilise pas une plus-value budgétaire pour financer les dépenses courantes. On les garde bien au chaud.

C'est sous Lucien Lux aux Transports que la dotation du Fonds du rail a une première fois dépassé celle du Fonds des routes. En mars 2023, François Bausch a pérennisé sa politique en faisant voter une enveloppe de sept milliards d'euros (jusqu'en 2039) pour les rails. Lorsque vous êtes devenu président des CFL en 1997, la société était moins bien vue par la politique.

Elle était totalement déconsidérée ! Jusqu'en 1997, Jeannot Schneider présidait les CFL, c'était un ancien du Landesverband, un syndicaliste. Lorsque je suis entré au conseil d'administration [en 1985], Jacques Santer m'a dit : « Je vous ai nommé parce que les syndicalistes et les socialistes ne savent pas gérer l'argent. » Les CFL étaient uniquement vus comme déficitaires. Tout le monde les avait plus ou moins abandonnés. *Just e puer Komescher hunn un d'Eisebunner gegleeft*. Il fallait donc être têtue, ce que je suis toujours.

On me dit que vous auriez toujours défendu les CFL en tant qu'entreprise ; au début même contre le ministre du ressort, Henri Grethen (DP). Vous avez donc fait valoir une indépendance vis-à-vis de la politique ?

Sur le fret, nous n'avons pas cédé. Alors même que le ministre des Transports de l'époque voulait que la Deutsche Bahn

reprenne nos activités fret. C'était assez tendu, j'ai même été amené à en débattre avec Henri Grethen par télévision interposée. Mais j'étais dans mon rôle. Je défendais les CFL à ce moment-là. La réforme en profondeur des CFL a pu être réalisée à partir de 2005, grâce à l'appui du ministre des Transports, Lucien Lux, et du Premier ministre, Jean-Claude Juncker.

Votre successeur, Jean-Paul Lickes, pourra-t-il incarner la même indépendance ? Comme il s'agit d'un ancien (quoiqu'éphémère) fonctionnaire du ministère de la Mobilité et d'un conseiller communal DP (à Habscht), on peut en douter.

J'ai dit à mon successeur qu'il doit assurer cette indépendance, que c'est la quintessence du job. Aussi à cause de la direction : Ce sont d'excellentes personnes, qui font des choses remarquables ; on doit leur apporter tout l'appui qu'elles méritent. Ce sera un défi pour Jean-Paul Lickes d'y parvenir. Mais il doit et peut le faire.

Votre double casquette de directeur de l'IGF et de président des CFL a certainement aidé lors des négociations budgétaires... Ce cumul, ne l'avez-vous pas perçu comme un conflit d'intérêts ?

Je n'y voyais pas de séparation. J'ai toujours tenté de gérer le denier public. Surtout, je voulais éviter qu'on puisse dire que les chemins de fer auraient eu un avantage indu. J'ai tout fait pour que ce ne soit pas le cas. Tous les fonds qui entrent sont ainsi audités tous les deux ans.

Le Luxembourg comptait jadis 540 kilomètres de chemins de fer. À peu près la moitié de ce réseau a été démantelé depuis les années 1970. Vu d'aujourd'hui, cela apparaît comme un énorme gâchis, non ?

Je me balade parfois par ces tracés, et je me dis que c'étaient en fait des trams, quoique pas très rapides, qui y circulaient. Si on avait simplement conservé cette infrastructure, on serait exemplaires aujourd'hui, avec des petits trams circulant vers Mondorf par exemple. En plus, très peu de barrières se trouvaient sur ces lignes. Tout simplement parce qu'il faut éviter qu'un tram, équipement léger, entre en collision avec un camion. Car c'est alors le tram qui est fichu et pas le camion.

Aujourd'hui, de nombreuses localités veulent avoir leur tram. Les CFL ont par contre loupé ce mouvement. Vous avez été aux abonnés absents ces vingt dernières années...

Au tout début, quand les discussions sur le tram ont démarré, à l'époque des ministres Marcel Schlechter (1984-89) et Mady Delvaux (1994-99), les CFL étaient intensivement impliqués dans tous les groupes de travail. Pour nous, il était clair que l'État devait créer une nouvelle société avec les CFL pour exploiter le tram. Mais tout d'un coup il a été décidé – je ne sais toujours pas par qui – que ce serait une entreprise de l'État et de la Ville de Luxembourg. On était donc totalement sorti du jeu. On pouvait le comprendre à l'époque, le tram est quelque part plus proche du bus que du train.

« Personnellement, je ne ferais pas cette réforme fiscale, pas en ce moment-ci. Nous avons d'autres problèmes »

Mais les choses vont changer avec le tram rapide vers Esch. Les CFL devront y être associés. Cette ligne de tram devra être complémentaire à la ligne de train, et non en concurrence.

L'ouverture de la ligne TGV vers Paris est la grande *success-story* de l'histoire récente des CFL. Mais elle masque mal l'isolement croissant dans les autres directions. Le Luxembourg est ainsi quasiment coupé des points névralgiques du réseau allemand que sont Cologne et Mannheim.

La ligne de Trèves a quand même été étendue, avec cinq arrêts supplémentaires. Mais nous avons fait une bêtise énorme, lorsque l'autoroute vers Sarrebruck a été construite. Nous aurions dû faire la même chose que les Belges ont fait jadis avec leur A3 qui relie Bruxelles et Liège : Profiter de l'occasion pour poser une ligne à grande vitesse directement le long de l'autoroute.

Le trajet vers Bruxelles prend plus de temps aujourd'hui qu'il y a trente ans. Les Belges n'ont-ils pas pu, ou n'ont-ils pas voulu, améliorer cette ligne ?

J'ai longtemps craint qu'il n'y ait eu une arrière-pensée, celle d'affaiblir le Luxembourg en tant que capitale européenne. Or, aujourd'hui, la raison me semble bien plus simple : Les Belges n'ont plus l'argent. Le Premier ministre, Bart De Wever, veut régionaliser les chemins de fer belges. Pour le Luxembourg, c'est un projet un peu inquiétant. Car les Flamands pourraient alors investir dans leurs infrastructures, au détriment de la Wallonie. C'est pour ça que les Belges nous approchent de plus en plus, pour savoir si on ne peut pas faire quelque chose ensemble.

Pour les frontaliers, les conditions de trajet sont très difficiles, voire exécrables. Si c'étaient des dizaines de milliers de Luxembourgeois qui y étaient exposés, on peut supposer que la situation aurait été améliorée il y a longtemps déjà ?

Nous ne faisons pas de distinction entre les usagers. Il n'y a pas de différence de traitement. Les nouveaux trains entre Metz et Luxembourg vont jusqu'à mille personnes, ça soulage déjà beaucoup. Et puis, la troisième voie vers Bettendorf ouvrira en 2027. Le problème principal, c'est que les Français n'ont pas toujours l'argent pour financer les extensions nécessaires. Un appel d'offres sera bientôt lancé pour le Sillon lorrain. Je suis convaincu que les CFL vont y participer. À l'avenir, je pense qu'il est important d'opérer encore davantage au-delà des frontières. ●



Été 2017 :
Démolition du
centre de remisage
et de maintenance
à la Gare centrale

Fully remote, am Strand

IIII Sarah Pepin

Die Sommerferien stehen ins Haus. Zur Chancengleichheit tragen sie nicht bei

Sechs Wochen in Kolumbien, Indien oder Großbritannien bei der Familie für *fully remote* Expats; Ferien bei der *Boma* im Nachbardorf oder in Portugal während des *congé collectif*; achteinhalb Wochen mit den Eltern, die selbst im Schulwesen arbeiten; einige Wochen in der Maison Relais und ein zweiwöchiger Urlaub am Strand; kein Urlaub und viel Bildschirm: Wie Kinder die bevorstehenden achteinhalb Wochen Schulferien verbringen, hängt maßgeblich von ihrem sozioökonomischen Handlungsspielraum ab und ist so heterogen wie die hiesige Gesellschaft. Wenn die Schulen ihre Türen schließen, öffnet die non-formale Bildung ihre. Für manche Familien bleibt die Maison Relais unerlässlich, für andere ein *nice-to-have*, das sie nicht in Anspruch zu nehmen brauchen.

Für Eltern sind die Maison Relais, von denen viele durchgehend geöffnet sind, in den Schulferien kostenpflichtig und nach Einkommen gestaffelt: Je weniger sie verdienen, desto weniger zahlen sie für das Angebot. (*Summeraktivitäten*, die Gemeinden anbieten, stehen Kindern umsonst zur Verfügung.) Scheinbar hat die Kostenpflichtigkeit der Maison Relais die Anmeldungen in manchen Gemeinden reduziert, erklären Sozialpädagogen im Gespräch mit dem *Land*. Offiziell ist dies jedoch nach der Reform nicht der Fall, wie einer parlamentarischen Antwort des Bildungsministers Claude Meisch vor zwei Jahren zu entnehmen ist: Der Prozentsatz an Kindern, die in Ferienzeiten die SEA besuchen, habe sich kaum verändert, er liegt zwischen 22 (Weihnachtsferien) und 44 Prozent (Sommerferien).

Aktuelle Daten, wie viele Schüler/innen in welcher Gemeinde die Maison Relais in den Sommerferien belegen, konnte das Bildungsministerium auf Nachfrage nicht vorlegen, da sie von den Strukturen einzeln verwaltet werden. Familien, die unregelmäßige Arbeitszeiten haben, schreiben ihre Kinder kurzfristig ein; außerdem fluktuieren Einschreibungen und tatsächliche Präsenzen. Die Betreiber bestätigen, dass weniger Kinder kommen, oftmals ein Drittel oder weniger. In einer ländlichen Gemeinde im Osten liegt die Zahl der eingeschriebenen Kinder im August derzeit bei 15 Prozent der Gesamtkapazität. Wer wie oft kommt und aus welchem Grund, wer den Strukturen fernbleibt, all das ist anekdotisch beobachtbar, jedoch nicht dokumentiert. Das Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) empfiehlt, im non-formalen Sektor auf Evaluation und kontinuierliches Monitoring zu setzen, um zu verstehen, wie sich der Sektor seit 2017 weiterentwickelt hat – und ob die Qualität stimmt.

Wissenschaftlich aufgearbeitet sind andere Phänomene, die mit Sommerferien zusammenhängen: Lernrückschritte. Im Hexagon werden sie diskutiert, vor allem im Kontext der Ungerechtigkeiten, die die langen Sommerferien verstärken. Emmanuel Macron hat in Aussicht gebracht, sie aufgrund dessen reduzieren zu wollen, von acht auf fünf oder sechs Wochen. Über den Schulrhythmus über das Jahr verteilt will er ebenso debattieren, seiner Ansicht nach „une des autres grandes hypocrisies françaises“. Die Debatte wurde auf die Zeit nach den Präsidentschaftswahlen 2027 verschoben. Der sogenannte *summer learning loss* zeigt sich insbesondere in sozial schwächeren Familien – einschlägige Studien gibt es dazu allen voran aus den USA, wo die Sommerferien bis zu drei Monate betragen. Man geht davon aus, dass Kinder mindestens einen Monat an Kompetenzen verlieren, sowohl im Lesen als auch in Mathematik. Für Nicht-Muttersprachler/innen kann der Einstieg überall auf der Welt holpriger werden. Auch hier ist maßgeblich, wie die Urlaubszeit verbracht wurde.

Ein Thema waren Lernrückstände hierzulande bislang vor allem während der Pandemie, als Claude Meisch die Summerschool startete. Das Konzept: zwei Wochen Nachhilfeunterricht, bevor es wieder losgeht, um den Distanzunterricht auszugleichen und Lernlücken zu schließen. Das OEJQS stellte 2024 bei einer Auswertung der Summerschool fest, dass vor allem Schüler/innen aus einkommensschwachen Familien sich Nachhilfe holen – und dass die meisten Kinder Deutsch in Anspruch nehmen; fast doppelt so viele wie Französisch oder Mathe. Der Großteil der Summerschool-Besucher spricht Portugiesisch zuhause, gefolgt von Drittsprachen, Französisch und Luxemburgisch. Letztere Muttersprachler/

gertum begann, ans Meer zu fahren, zwecks Tapetenwechsel und Bildungsurlaub. Vor etwa hundert Jahren waren die Ferien noch gestaffelt. 1938 durften die Kinder zum ersten Mal alle gemeinsam ab Ende Juli in die Ferien, das für sieben Wochen. Seit mindestens sechseinhalb Jahrzehnten wurde der Urlaubsbeginn auf den 15. Juli vorverlegt.

Ergeben achteinhalb Wochen im heutigen hyperglobalisierten Luxemburg noch Sinn? Eine gesellschaftliche Diskussion über die Länge der Sommerferien ist politisch gefährlich. Auf das Lehrpersonal als Wählerschaft will und kann keine Partei verzichten. Claude Meisch interessiert die Diskussion nicht. Allein die Grünen lehnten sich 2023 in ihrem Wahlprogramm ein wenig aus dem Fenster und schrieben in ihr Wahlprogramm, sie würden eine „Überarbeitung des jährlichen Schulferienkalenders ins Auge fassen, bei der die Anzahl der Ferienwochen erhalten bleibt, aber ihre Verteilung über das Jahr leicht angepasst wird“.

Im Gespräch mit dem *Land* erklären mehrere Sozialpädagogen, eine Kürzung der Sommerferien wäre im Hinblick auf die Kinder und die meisten Eltern von Vorteil. Gilles Bestgen, beigeordneter Zentralsekretär des SEW/OGBL, tastet sich vorsichtig ans Thema heran. Eine „ausgearbeitete Position“ habe die Gewerkschaft zum Thema Dauer der Schulferien nicht. Zur Chancengleichheit trage die *grouss Vakanz* nicht bei, sagt Bestgen. Gleichzeitig war das SEW äußerst kritisch gegenüber der Summerschool – offiziell, weil sie ihrer Zielsetzung nicht gerecht werde und ein Tropfen Wasser auf dem heißen Stein sei. Freilich auch deshalb, weil das Lehrpersonal in den zwei heiligen Septemberwochen weiter freihaben möchte. Ziehe man die Ferien vor und arbeite im September nicht mehr, könnten jene, die das Budget nicht haben, um im Juli und August wegzufahren, keinen Urlaub mehr machen, sagt Gilles Bestgen. Die Ferienfrage sei keine einfache.

Insbesondere aufgrund der Hitzewellen wird die Diskussion um Infrastruktur dringlich. Vergangene Woche regnete es Meinungsbeiträge und Stellungnahmen zum Thema Klimaresilienz. Paul Galles, Schulschöffe in der Hauptstadt, erklärte auf 100,7, man arbeite an einem *plan canicule*. Einheitlichen Schutz gibt es in den Gebäuden nicht; je nach Baujahr und -materialien bleiben sie kühler – oder verwandeln sich in Saunen. Das Bildungsministerium weiß nicht, wie viele Maison Relais über eine Klimaanlage oder Belüftungssysteme verfügen, da es nicht in seinen Kompetenzbereich fällt; jeder Träger zeichnet dafür selbst verantwortlich. Dem Gesetz nach müssen die Betreuungsstrukturen Durchzug vermeiden und Belüftung garantieren. Der Nationale Referenzrahmen für non-formale

Bildung sieht vor, dass Räume hell und belüftet gestaltet werden. Der Außenbereich soll ausreichend Schatten bieten; gesetzlich bindend ist dies nicht.

Nicht alle Akteure finden die Flickenteppich-Lösungen ideal. Ein Sozialpädagoge erklärt im Gespräch mit dem *Land*, es sei von Vorteil, Grenzwerte für Innentemperaturen festzulegen. Das Bildungsministerium räumt ein: „Überlegungen müssen geführt werden, wie im Rahmen der Planung und Genehmigungen von neuen Strukturen darauf Acht gegeben werden kann, dass Infrastrukturen auch in den Sommermonaten ein gesundheitlich unbedenkliches, sicheres und komfortables Umfeld garantieren.“ Müssten die Ferien angesichts der Hitzewellen nicht früher beginnen? Diskussionen zu einer Anpassung der Sommerferien würden nicht geführt, lautet die Antwort. ●



In einer Maison Relais
der International
School Michel Lucius

B L O G



POLITIK

DP-Soap

« Esou een Artikel am *Tageblatt* : Ni méi!», lui auraient intimé « certaines personnes de [s]on parti », raconte Barbara Agostino ce mardi au *Land*. La députée libérale a fait la une du quotidien eschois vendredi dernier, en mélangeant ouvertement intérêts immobiliers, critiques urbanistiques et doléances politiques. Elle y relate avoir approché la Ville de Luxembourg pour lui vendre trois immeubles qu'elle avait acquis entre 2017 et 2020, route de Hollerich, (aux anciens emplacements du

Marx, du Bronx et du Lightbar). « Ich wollte meine Position nie ausnutzen », assure-t-elle. Mais face au silence prolongé des services communaux, elle aurait fini par contacter directement Lydie Polfer. La maire DP aurait transmis sa demande à l'échevin DP Patrick Goldschmidt, qui s'est enquis auprès du service compétent, qui a trouvé le prix demandé trop élevé. Pour ne rien arranger aux yeux d'Agostino, la Ville n'a pas renouvelé son contrat de location (qui se terminera le 30 septembre), déménageant le Design Hub de Hollerich à Clausen. « Ich bin sehr enttäuscht », conclut Agostino, qui dénonce une dégradation du quartier et le manque de réactivité communale.

Le DP est très embarrassé, mais l'intéressée ne regrette rien. Elle serait « une citoyenne parmi d'autres », dit Agostino au *Land*. Et de revendiquer le droit de ventiler ses frustrations dans

la presse. D'ailleurs, précise la politicienne, elle se serait exprimée comme présidente de la copropriété. (Reste la question : Si elle n'était pas députée libérale, aurait-elle fait la couverture du *Tageblatt* ?) La députée songe désormais à louer les locaux gratuitement, à condition que le locataire paie les charges.

Agostino dispose d'un beau portefeuille immobilier : Elle avait vendu ses crèches à la multinationale People&Baby, mais non les maisons qui les hébergeaient. La députée (par ailleurs conseillère à Pétange) détient en outre deux locaux commerciaux en Ville et un autre à Mertert. Sa sortie ajoute à la cacophonie qui gagne le *Stater* DP. Pris en étau entre gentrification et toxicomanie, le quartier de la Gare est devenu le point de cristallisation des frustrations avec le système Polfer. La succession non réglée au Knuedler (à l'horizon 2029) ajoute à l'instabilité. Le match qui se profile pourrait opposer Corinne Cahen à Patrick Goldschmidt, avec Xavier Bettel en joker, au cas où le résultat des législatives de 2028 ne lui donnerait pas satisfaction. BT

Alerte rouge

Selon les projections du FMI publiées cette semaine, le Luxembourg franchira en 2029 les trois pour cent de déficit public annuel et dérogera ainsi pour la première fois à l'un des principaux critères de Maastricht. En cause notamment, la réforme fiscale (dite de Gilles Roth,

CSV) prévue pour 2028. L'organisation basée à Washington estime que le gouvernement a largement sous-estimé le poids de cette réforme (à associer aux autres nouvelles dépenses comme les augmentations des allocations familiales et des chèques services). Par conséquent, le poids de la dette publique passerait de 26,5 pour cent du PIB en 2025 à 39 pour cent en 2031. Le FMI relève que le gouvernement Frieden-Bettel a abandonné l'impératif de rester en dessous des trente pour cent d'endettement pour maintenir sa notation AAA, mais que l'objectif resterait implicite à moyen terme. Lors des discussions tripartites, le Premier ministre avait affirmé que son gouvernement respecterait les critères de convergence. Le FMI introduit son rapport article IV 2026 par : « Luxembourg's economy has yet to regain its past dynamism, with growth lagging peers and the public sector playing a dominant role ». PSO/BT

BILDUNG

Inklusion in der Maison Relais

Für Kinder mit spezifischen Bedürfnissen, deren Anzahl sich in den vergangenen Jahren stetig erhöht, bedarf es auch im non-formalen Bildungssektor an Unterstützung.

Vergangenes Jahr wurden 2 332 pädagogische Fachleute aus den Maison Relais und Crèches zum

Thema Inklusion weitergebildet. Seit 2017 wurden 829 Mitarbeiter/innen anhand von 30-Stunden Weiterbildungen zu sogenannten référents inclusion ausgebildet und so ein nationales Netzwerk aufgebaut, heißt es aus dem Bildungsministerium auf Nachfrage. Konventionierte Services d'éducation et d'accueil (SEA) können finanzielle Unterstützung für weitere Betreuungsstunden anfragen, wenn sie diese benötigen – je nach Präsenzstunden der Kinder bekommen sie Minimum eine halbe Vollzeitstelle zugesprochen. Sozialpädagogen erklären, dass weiter vor allem die Rekrutierung von qualifiziertem Personal ein Problem darstelle. Allerdings würde man sich keinen Gefallen tun, die Anforderungen herunterzuschrauben, da dann wesentlich mehr Leute gebraucht würden, um diese Mängel auszugleichen. SP

GESUNDHEIT

Weiter gesperrt

Wie *100,7* am gestrigen Donnerstag berichtete, bleibt der Chirurg Philippe Wilmes nach einer Entscheidung des Verwaltungsgerichts weiter suspendiert. CSV-Gesundheitsministerin Martine Deprez hatte die Sperre, die Wilmes (Foto: Sven Becker) verbietet, zu operieren, am 20. April um 21 Monate verlängert. Das Gericht stellte fest, dass weder definitiver finanzieller Schaden noch



langfristiger Imageschaden bestehen, denn Wilmes könne im Falle einer erneuten Approbation später Schadensersatz fordern. Seit Mai ermittelt die Staatsanwaltschaft gegen den Orthopäden Wilmes wegen schwerer Körperverletzung, Betrug und Fälschung. Ein Bericht von drei Experten hatte unnötige Operationen an Kreuzbändern bestätigt. SP

INSTITUTIONS

Juste à temps

La Maison du Grand-Duc a publié mardi son rapport d'activité in extremis, quelques heures avant la date butoir évoquée dans le règlement grand-ducal l'instituant. La Maréchale, Sasha Baillie, y signe son premier éditorial pour commenter une année mouvementée pour cette institution sur laquelle l'ancienne directrice de Luxinnovation imprime sa patte. La gouvernance a évolué et l'économie prend de plus en plus d'importance. « À la suite de son avènement au trône, le Grand-Duc Guillaume a poursuivi son engagement auprès des entreprises luxembourgeoises et des acteurs de l'innovation. » PSO

„Volunteered to work“

Land-Informationen nach mussten Amazon-Mitarbeiter aus unterschiedlichen Bereichen am 23. Juni, also am Nationalfeiertag, arbeiten. Erstmals fiel der 23. auf den Amazon Prime Day, während dem der Großkonzern eine Rabattaktion von unterschiedlichen Produktpaletten anbietet, auch von Drittanbietern über seine Marketplace. Amazon bestätigte auf Nachfrage, dass von den 4 250 hierzulande Angestellten „a limited number“ an dem Tag des „Verkaufsevents“ gearbeitet habe. Denjenigen, die „volunteered to work“, wie Amazon das Arbeiten am Feiertag beschreibt, würde eine „Kompensation“ zustehen. Eine genaue Zahl der anwesenden Arbeitnehmer nennt der Konzern auf Nachfrage nicht.

Gemäß dem luxemburgischen Arbeitsgesetz hat jeder Angestellter, der an einem gesetzlichen Feiertag gearbeitet hat, Anspruch auf eine Vergütung in Höhe von 300 Prozent

seines normalen Stundenlohns pro geleistete Stunde. Amazon will die festgelegte Entschädigung für Arbeitsstunden am Nationalfeiertag nicht kommentieren, schreibt jedoch, man sei „aligned with Luxembourg law“. Laut unseren Informationen hätten Mitarbeiter am 23. Juni von Mitternacht bis 1.30 Uhr, zum Start von Amazon Prime Day, Produktangebote und Preiskonfigurationen überprüft. Weitere Arbeitsstunden seien vormittags bis in die Abend des 23. Juni angefallen.

2005 siedelte Amazon seinen europäischen Hauptsitz im Großherzogtum an, um hier seine Verkaufs- und Dienstleistungsaktivitäten für Europa zusammenführen. Der Konzern stellte zunächst um die 45 Mitarbeiter ein, ist um 2020 jedoch auf über 4 000 Mitarbeiter angewachsen. Anfang 2026 erfasste den Sitz in Luxemburg im Kontext von Tech-Neuinvestitionen eine Entlassungs- und Transferweltle von etwa 450 Stellen. SM



B to B friendship

IIII Pierre Sorlut

« Freedom has never been free. It wasn't free 250 years ago. It wasn't free 81 years ago. It isn't free today. » Par cette phrase prononcée mardi lors de célébration locale de la fête nationale américaine, l'ambassadrice des États-Unis au Luxembourg, Stacey Feinberg, a exposé sa vision des deux siècles et demi de démocratie américaine. Mais de démocratie, il n'a pas été question dans l'allocution d'une dizaine de minutes de celle qui se présente comme « la voix de Donald Trump » au Grand-Duché. En cette année symbolique des célébrations siglées Freedom 250, l'on remercie d'abord les sponsors. À Luxembourg (les compléments alimentaires de PM International, les sucreries Ferrero et les satellites de SES) comme à Washington (le site *freedom250.org* recense ses « patriotic partners » Exxonmobil, Palantir ou *pray.com*). Les photographes de presse n'ont pu accéder à l'événement. À Bruxelles la veille, deux journalistes ont été expulsés de la célébration pharaonique (plusieurs milliers de personnes dans un parc du Cinquantenaire privaté par l'ambassadeur et homme d'affaires trumpien, Bill White).

Encourageant ses invités à tester le taureau mécanique installé à l'étage du Chouchou où se tenaient les agapes mardi, Stacey Feinberg a glorifié la prise de risque, moteur de progrès depuis les treize colonies émancipées de l'Empire britannique jusqu'à la conquête spatiale : « Right now, our engineers are developing technologies that will transform the way we live and work. Our entrepreneurs are building companies we couldn't even have imagined a year ago. Our scientists are pushing the boundaries of medicine. Our innovators are expanding humanity's reach from the depths of the océan to the surface of the moon and beyond. »

La néo-diplomate a brossé ses huit premiers mois au Luxembourg. Les personnes dans la salle sont pour beaucoup celles aperçues cette année sur le compte LinkedIn de l'ambassade, notamment des chefs d'entreprises. S'ajoutent des hauts-fonctionnaires comme Nina Garcia de la Défense, Max Dörner des Transports ou encore Véronique Dockendorf et Pierre Ferring des Affaires étrangères. Manquent les ministres. Seul celui chargé des Finances, Gilles Roth (CSV), a effectué un passage en coup de vent. Trois députés ADR ont été vus parmi les quelque 350 personnes présentes. L'ancien ministre de l'Économie, Etienne Schneider (par ailleurs conseiller du groupe chinois Huawei) a aussi attentivement écouté Stacey Feinberg qui, voilà un an, disait au

Congrès vouloir « éduquer » le gouvernement luxembourgeois à la menace chinoise.

Pour son premier « 4th of July » en tant qu'ambassadrice, la Californienne a envisagé le futur de la « relation profonde » entre le Luxembourg et les États-Unis... « même si, comme des amis, on n'est pas d'accord sur tout ». Cette relation se mesurerait par le volume des investissements directs entre les deux pays, estimés autour de 800 milliards de dollars : « Those are thousands of jobs, thousands of opportunities and thousands of lives made better. That's confidence. That's trust. That's friendship. » Cette relation s'entretiendrait enfin sur des « shared goals » (et non pas sur les valeurs partagées). Trois « building blocks » : l'intelligence artificielle, l'exploration spatiale et la défense.

Les liens économiques ne seraient cependant « qu'une partie de l'histoire ». L'autre serait la sécurité (*spoiler alert* : il sera quand même question d'argent) avec pour horizon de court terme la réunion de l'Otan la semaine prochaine pour « mesurer les progrès consentis sur l'engagement des cinq pour cent » du PIB/RNB en matière de défense. Stacey Feinberg sent que quelque chose se passe au Luxembourg dans « la croissance d'un écosystème de défense ». « I like what I see so far », dit-elle et se réfère à la venue voilà quelques jours de cinquante entreprises de la défense américaine : « I welcomed them in my home and, I have to tell you, it was magic. » À la fin de son speech, la DJette a lancé YMCA, hymne trumpien. L'une des figures emblématiques de Village People, Victor Willis, est décédée le même jour. ●



L'entrée du Chouchou mardi

Le milliard pour l'aérogare

IIII Pierre Sorlut

Le conseil de gouvernement a donné son feu vert vendredi dernier au projet de loi permettant l'augmentation de capital de LuxAirport visant à rassembler le milliard d'euros nécessaire à l'extension et la rénovation de la zone aéroportuaire. Le « masterplan », dont les contours ont été présentés en avril, sera déroulé d'ici 2032. Environ 200 millions d'euros seront apportés par l'État pour des projets purement étatiques, comme la *fuel farm*, le salon d'honneur et la tour de contrôle, explique au *Land* Gilio Fonck, président de la société exploitant l'aéroport et responsable de l'aviation au ministère des Transports. LuxAirport aboulera les autres 800 millions par apport de fonds propres et des financements externes, possiblement bancaires ou obligataires. Le Monsieur aéroport de Yuriko Backes (DP) précise que le schéma de financement n'est pas encore finalisé.

Le Cargo Center bien une priorité

Concernant l'augmentation de capital, Gilio Fonck informe que l'État produira cent millions en numéraire, en deux versements, l'un fin 2026, l'autre

début 2029. À cela s'ajoutera une incorporation de réserves d'un montant comparable, de façon à porter le capital à 245 millions d'euros. Le projet de loi doit encore être déposé. Concernant les développements opérationnels, Gilio Fonck confirme que le Cargo Center (pour lequel le *masterplan* n'indiquait pas de calendrier autre que « durant la prochaine décennie ») fait bien partie du programme, avec une réalisation en deux phases : d'abord une nouvelle construction permettant de transférer les activités actuelles, puis une rénovation complète de l'infrastructure existante. L'objectif affiché est d'avoir achevé l'extension et commencé la rénovation d'ici 2032.

Cargolux avait proposé de financer et conduire le projet de rénovation du site qu'elle exploite, avec sa filiale LuxCargo Handling (LCH). La compagnie de fret aérien (détenue par l'État luxembourgeois et une province chinoise) voulait devenir maître des horloges. Face au *Land*, Gilio Fonck dit être conscient de l'urgence (Cargolux lui rappellerait « tous les jours »), mais le gouvernement préfère conserver les droits de superficie et contrôler l'opportunité de travaux.

Lorsque Luxair détenait ces droits, la compagnie aérienne n'aurait pas vu d'intérêt à rénover.

Extension pour les contrôles

Le terminal passagers a récemment fait l'objet de vives critiques par ses utilisateurs de la communauté d'affaires. Sur LinkedIn, étaient notamment pointés du doigt le manque de sanitaires, les goulots d'étranglement aux contrôles et le recours fréquent aux embarquements par bus. Fonck répond que des toilettes ont déjà été ajoutées et que d'autres suivront. Une première extension du terminal doit permettre d'installer de nouvelles lignes de sécurité avec des scanners de nouvelle génération (à travers lesquels le passager passe sans avoir à trier ses affaires). Cette étape est annoncée pour 2028. Année des élections ? « Année qui précède la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE », réplique Gilio Fonck.

D'ici 2032, la surface du Terminal A devrait quasiment doubler. Sont prévus plus de com-

merces et des portes d'embarquement aménagées pour réduire au maximum le recours aux navettes. La vision de long terme est celle d'un aéroport disposant, à l'horizon 2050, de 53 parkings pour avions avec une connexion au terminal par des bras télescopiques. Soit environ le double de la situation actuelle. Gilio Fonck replace ce *masterplan* dans une trajectoire de croissance plus large sur base de projections tablant sur 10,5 millions de passagers et plus de 1,2 million de tonnes de fret en 2050. À ses yeux, le projet permettrait d'absorber cette évolution au moins jusqu'à la seconde moitié des années 2060, sans nécessité de construire un second aéroport. Le ministère des Transports recherche en outre un emplacement pour une éventuelle construction d'un aérodrome pour l'aviation non-marchande, le site du Findel ne disposant pas de la superficie nécessaire à la construction d'une deuxième piste (à cause de la norme sur l'espacement entre deux pistes). « Nous recherchons un site qui soit connecté aux transports publics et suffisamment proche de bassins d'activités, mais nous n'avons pas encore formulé de propositions », informe Fonck. ●



Das Learning Center in Belval

Ringen um akademische Integrität

IIII Stéphanie Majerus

Wie umgehen mit nicht gedachten Gedanken? An der Universität Luxemburg fragen sich Studierende und Professoren, wie viel Chatbot das Denken verträgt

Der Historiker Frédéric Clavert sitzt im Learning Center in Belval vor seinem Kaffee. Im Raum hinter ihm türmen sich Bücherregale auf vier Stockwerken. Durch KI hat sich der Zugriff auf Wissen verändert: Ein Prompt ersetzt heute häufig die Buchausleihe. Das Thema treibt den Lehrkörper um: Es gebe eine „urgence“, sich diesem technologischen Wandel anzunehmen, ihn zu begleiten und einzugrenzen, so Clavert. Der Geschichtsprofessor kommt gerade aus einer Versammlung, in der es um die Definition von KI-assistiertem Unterricht ging. „Um 14 Uhr habe ich mit frankophonen und italienischen Kollegen eine weitere Versammlung über Geschichtsunterricht im Zeitalter der KI.“

Vor dem Learning Center steht Antonia aus Siebenbürgen und raucht eine selbstgedrehte Zigarette. Sie schreibt gerade an ihrer Masterarbeit über Rechtsstaatlichkeit in Rumänien im Fachbereich „European Governance“. „Wenn man zu früh in seinen Denkprozess KI-Modelle integriert, kommt man auf keine originellen Ideen“, meint sie. Für ihre Arbeit hat sie KI benutzt, um Quellen zu finden, gelegentlich auch, um sich die Hauptargumente von Autoren zusammenfassen zu lassen. Hat sie dabei nicht den Eindruck, das Denken an eine Maschine zu delegieren? „Ja, das kommt vor. Deshalb schreibe ich meine Arbeit selbst und versuche eher, Argumente im Austausch mit der KI weiterzuentwickeln, als Text generieren zu lassen“, antwortet die Studentin. Neben Antonia sitzt Alex, gebürtiger Frankfurter. Auch er raucht eine Selbstgedrehte. Wie Antonia ist er locker angezogen – gelbes T-Shirt, Sneakers; er hat zwei Lippenpiercings. Und macht einen Bogen um die digitalen Tools: „Ich nutze gar keine KI. Auch meine Profs nicht“, sagt er. Er möchte selbst denken. Und er schreibe, „um herauszufinden, wie und was ich denke“. Eine zutiefst menschliche Erfahrung sei mit dem Schreiben verbunden, vor allem wenn man einem schriftstellerischen Anspruch nachgehe. Wenn ein Computer es ersetze, sei es nicht mehr menschlich.

Der Aufsatz, die Hausarbeit, die Dissertation stehen im Mittelpunkt der geisteswissenschaftlichen Tradition. Im Grundstudium ist die Haus-

Antonia, Masterstudentin, meint: „Wenn man zu früh in seinen Denkprozess KI-Modelle integriert, kommt man auf keine originellen Ideen“

arbeit das Mittel der Wahl, mit dem Studienanfänger ans Recherchieren, Nachdenken, Argumentieren herangeführt werden. Diese gesamte Tradition muss neu gedacht werden, vielleicht ist sie sogar bedroht. Der Lektorin Agnes Prüm jedenfalls kommen Zweifel. Wir erreichen sie am Telefon: „Die Versuchung, KI-Tools zu nutzen, um einen wissenschaftlichen Text zusammenfassen oder für sich schreiben zu lassen, ist groß.“ Niemand will wegen querrer Syntax, orthografischer Verdrehungen, zu wenig Zitaten und einer dünnen Bibliografie bei der Benotung im Vergleich zu seinen Kommilitonen nach hinten rutschen. Aber im Studium gehe es nicht um ein simples Bescheidwissen, sondern darum, sich in eine Materie einzuarbeiten und Sprache als Gefäß von Ideen zu analysieren. Als Programmdirektorin des Bachelors in Cultures Européennes sieht die Anglistin das Problem überdies in einem breiteren Kontext: „Wir müssen einerseits die akademische Integrität wahren. Andererseits aber zugleich die Studierenden auf ihrem Weg zu verantwortungsbewussten, autonomen Bürgern begleiten.“

Hausarbeiten sind auch künftig aus einem geisteswissenschaftlichen Studium nicht wegzudenken. Frédéric Clavert spricht jedoch von einer Neugewichtung: „Der intellektuelle Prozess wird künftig verstärkt bewertet.“ Wie ist jemand vorgegangen, um seine Arbeit zu verfassen? Um zu

einem bestimmten Fazit zu gelangen? „Wir müssen Methoden für diese Bewertung entwickeln“, erklärt der Historiker. Letztes Semester hat er wieder handschriftliche Examen eingeführt – Quellen- und Textkritik ohne technische Hilfsmittel verlangt. Die Klassen an seiner Fakultät sind dabei zumeist überschaubar und somit kontrollierbar: Zwischen 15 und 30 Studierende drücken pro Unterrichtseinheit die Schulbank. Mündliche Examen gewinnen überdies an Gewicht. „Eine Kollegin hat ihre Studierenden, nachdem sie ihre Arbeiten abgegeben hatten, zu einer mündlichen Prüfung bestellt.“ Ihr seien die Texte zu glatt und generisch vorgekommen, gespickt mit Fülltext und falschen Zitatangaben. „Das Resultat war frapierend. Fast keiner war imstande, korrekt auf die gestellten Fragen zu antworten.“ Seines Erachtens sollte im ersten Studienjahr gar nicht auf KI zurückgegriffen werden und dann progressiv ein kluger Umgang damit erlernt werden, sagt Clavert.

Stefan, ebenfalls aus Rumänien und wie Antonia im Master of European Governance eingeschrieben, bereitet gerade seine Abschlussarbeit über die Due Diligence und externalisierte Kosten der EU beim Kauf von Rohstoffen vor. Er gesteht seine KI-Shortcuts: „In einem Seminar über quantitative Daten habe ich mit digitalen Tools Fehlstunden nachgeholt.“ Die KI habe ihm beim Prozessieren von Daten geholfen. In einer Welt, in der das Geld von jungen Menschen in die Taschen von alten Immobilienbesitzern fließt, hat er einen nachvollziehbaren Grund: „Ich verdiene mein Gehalt mit Dogsitting, und manchmal kommt es zu Überschneidungen mit Unterrichtsstunden.“ Stefan spricht, als sehe er Bulletpoints vor sich. Er nennt weitere Gebrauchsfälle, nummeriert sie von eins bis drei durch. Eine kognitive Unterstimulierung befürchtet er nicht: „If you are a disciplined and structured person, AI will help you, not replace you.“ Will er sich hingegen etwas Wichtiges merken, dann halte er das per Handschrift fest – denn es sei bewiesen, dass das Aufgeschriebene länger im Gedächtnis bleibe. Wer mit Grundwissen und Neugierde durch die Welt läuft, so die Annahme, die mitschwingt, nutze KI als epistemisches Werkzeug, nicht als Denkersatz.

Letzten Sommer sorgte eine Studie von Nataliya Kos'myna für mediale Aufregung. Sie forscht zur Mensch-Maschine-Interaktion am MIT und hielt in ihrem Fazit fest: Je mehr jemand während einer Aufgabe auf externe Tools zurückgreift, desto inaktiver ist das Gehirn. Soweit so unüberraschend. „KI macht uns dumm“, wurde anschließend gewarnt. Dabei hat die Forscherin eigentlich nicht die tatsächliche Denkfähigkeit der Studienteilnehmer untersucht. Ob Chatbots die Konzentrationsfähigkeit und den Intellekt langfristig beeinträchtigen, konnte auch noch nicht untersucht werden; dafür ist die Technik zu jung. Indizien dafür, dass Menschen die Motivation verlieren, eigenständig Probleme zu lösen, lieferte jedoch bereits eine Untersuchung von Microsoft. Und wir wissen, was konzentriertes Lesen bewirkt: Es aktiviert vielfältige Pfade im Gehirn, stimuliert unser Gedächtnis, unsere Sprache, logisches und emotionales Denken, wie die Leseforscherin Maryanne Wolf ausgiebig untersucht hat. Aber verfällt diese Fähigkeit, weil es Chatbots gibt? Anekdotisch wird berichtet, dass Klassiker von ein paar hundert Seiten gerade Verkaufsschlager seien. Als wollten einige Menschen gerade durch das Lesen umfangreicher Werke die Berieselung mit online Textschnipsel ausbalancieren – ihre Vorstellungskraft spüren, eine Lese-Herausforderung angehen, tief in ein Buch eintauchen.

Gegen 15 Uhr gibt die Architekturstudentin Aru ihre Masterarbeit ab. Wir laufen mit ihr und dem Jurastudenten Bagh zum Café Dalmat gegenüber dem Learning Center. Beide wurden in Kasachstan geboren und sind eher „randomly“ an der Universität Luxemburg gelandet. Aru findet, ihre Lehrer hätten Chatbots eigentlich ganz klug in den Unterricht integriert: „Wir mussten die verschiedenen Vorurteile unterschiedlicher Bots in Bezug auf Architektur und Politik untersuchen.“ Man habe sich bemüht, die Studierenden an einen verantwortungsbewussten Umgang mit KI heranzuführen. In ihrer Masterarbeit habe sie KI genutzt, um Interviews zu transkribieren. „Für Modellierungen sind die KI-Werkzeuge allerdings nicht stark genug. Und Schreiben mache ich selbst, um meinem Text eine persönliche Note zu geben.“ Bagh ist etwas jünger und nutzt KI

häufiger. Um sich juristische Fälle zusammenfassen zu lassen, beispielsweise. Befürchtet er nicht, dass Juristen künftig durch Chatbots ersetzt werden? „Während meines Praktikums in einem Unternehmen kam mir der Gedanke; viele Aufgaben von Junior-Anwälten sind automatisierbar“, sagt Bagh. Er meint, eine mögliche Nische könnte der Bereich der EU-Datengesetzgebung und deren juristische Anpassung für spezifische Produkte sein, oder der Space-Bereich.

Die Probleme reichen weiter, kommentiert Aru mit urbanistischem Blick: „Datenzentren verbrauchen viel Wasser, produzieren Hitze und verschandeln Landschaften.“ Hinzu komme, dass Tech-Unternehmen allein über die technologische Transformation entscheiden; es sei zu einer gefährlichen Machtkonzentration gekommen, die auch Fragen über Überwachungsmöglichkeiten aufwerfe. Das alles sei „highly concerning“, man brauche mehr Regulierung. „It’s a weird world we are living in“, sinniert die Ka-

sachin. Bagh erzählt, er habe Mitte Juni am Nexus Symposium teilgenommen, dort habe ein KI-Hype geherrscht; wahrscheinlich seien dort in der Mehrheit „managers who benefit from AI“ gewesen. Er selbst habe gemischte Gefühle, sehe im Studium viele Vorteile, wirklich „anti“ sei nur eine Minderheit der Studierenden.

Umfragen zeigen allerdings zugleich, dass junge Menschen nicht besonders enthusiastisch sind, wie die letzte Gallup-Studie veranschaulicht: In den USA äußert die GenZ nur zu 18 Prozent Zuversicht, während die „Wut“ steigt und bei 31 Prozent liegt. „Angst“ liegt unverändert bei 42 Prozent. Im Mai veranlasste die CSV eine Passanten-Befragung in der Fußgängerzone, in der die GenZ und Millennials zu Wort kamen. Dabei wurden vermutlich die Vorbehalte deutlich, die sich hinter den Gallup-Zahlen verbergen: Ein junger Mann zweifelte, dass die KI zum Wohle der Menschheit genutzt wird. „Wéivill Waasser se verbraucht, ass ee schwéiert Thema“, beklagte

Bagh war Mitte Juni am Nexus Symposium, dort habe ein KI-Hype geherrscht; wahrscheinlich seien dort vor allem „managers who benefit from AI“ gewesen

eine junge Frau und eine weitere meinte: „Et mécht mer bëssen Angscht.“ Wahrscheinlich sind diese starken Gefühle nicht verwunderlich: Tech-Bosse prophezeiten ihre Erfindungen seien disruptiv, würden die ganze Wirtschaft auf den Kopf stellen, die gesamte Arbeitswelt verändern.

Dass KI-Textgeneratoren die Aufsatz-Kultur an der Uni umkrempeln würden, war nicht von Anfang an klar – oder zumindest: Es brach unter dem Lehrkörper nicht gleich Panik aus, als ChatGPT Ende November 2023 online ging, erinnert sich Frédéric Clavert. Denn die erste Chatbot-Generation war „médiocre“. Mittlerweile beherrschen die Maschinen das Zitieren besser, sie halluzinieren weniger, sind viel geschickter. Allmählich setzte ein Reflexionsprozess ein, und erst seit ein paar Monaten gibt es Richtlinien an der Universität. „Es ist gut, dass wir sie haben“, kommentiert Clavert. Vorstellbar sei aber, dass die Richtlinien künftig für jeden Fachbereich angepasst werden; Zusammenfassungen sind ein wichtiger Skill in den Geisteswissenschaften, in anderen Fächern vielleicht weniger. „Die Chatbot-Zäsur ist auch nicht gänzlich erstmalig. Als die Taschenrechner in den 60er-Jahren erfunden wurden, änderte sich der Mathe-Unterricht“, so Clavert. Nun stehen die Geisteswissenschaften vor ähnlichen Fragen. ●

Rappel !

Tenez votre dossier RCS et RBE à jour.

Pour éviter des sanctions.

VOUS ÊTES RESPONSABLE D'UNE ENTREPRISE OU D'UNE ASSOCIATION ?

Votre dossier RCS et RBE est-il à jour ?

Agissez avant l'application de sanctions administratives.

Toute entreprise ou association doit s'assurer que ses informations soient adéquates, exactes et actuelles.

Vérifiez dès maintenant la conformité de votre dossier RCS et RBE.

LUXEMBOURG BUSINESS REGISTERS

www.lbr.lu

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Danger extrême

Die Börse am Boulevard Joseph II nennt sich „the Luxembourg Green Exchange (LGX)“. Auch „the world’s first and leading platform for sustainable finance“. Mit „EUR 1.3 trillion through LGX securities, 2,400+ labeled bonds, 3,400+ securities“ (*luxse.com*). Bremsten diese Investitionen den Klimawandel? Dazu macht die Börse keine Angaben. Das Thermometer schon: Es zeigte neue Hitzerekorde.

Luxemburg ist international wettbewerbsfähig: Der Wetterdienst des Landwirtschaftsministeriums meldete am Samstag 41 Grad Hitze in Remich. In Tamanrasset im Herzen der Sahara waren es an dem Tag 37 Grad. In Death Valley in der kalifornischen Mojave-Wüste wurden 43 Grad gemessen.

Das staatliche Wetteramt Meteolux warnte die ganze Woche über vor einem „danger extrême“. Ein Hochdruckgebiet transportierte heiße Luft aus Nordafrika nach Europa. Laut World Weather Attribution waren es dann „the critical levels of global warming that had caused temperature to rise so sharply“ (*Financial Times*, 27.6.26).

Das „global warming“ begann mit der industriellen Revolution vor über 200 Jahren. Sie gründet auf Lohnarbeit und dem kostenlosen Zugriff auf Wasser, Luft, Senken, dem billigen oder gewaltsamen Zugriff auf Energie und Rohstoffe. Motor ist der Konkurrenzkampf um Akkumulation: Um aus Kapital mehr Kapital zu machen. Bis der Motor heiß läuft, qualmt und stinkt.

Luc Frieden will der Premierminister der Handelskammer sein. Zu Beginn seiner Amtszeit erklärte er die Klimapolitik der Regierung: Im Vergleich zu Wettbewerbsfähigkeit und Wohnungsbau sei „de Kampf géint de Klimawandel e Projet dee méi à moyen et long terme ass an dat anert si kuerzfristig Besoinen, déi eis Gesellschaft huet“ (*RTL*, 1.1.24).

Die Regierung versteht den Klimawandel nicht als Bedrohung für die gesellschaftliche Reproduktion. Sie hält ihn für einen Gegenstand des Naturschutzes. Sie hält Naturschutz für eine ehrbare Freizeitbeschäftigung. Vizepremier Xavier Bettel besitzt sogar einen Dackel.

Private Akkumulation auf Kosten der Allgemeinheit, des Klimas erscheint Luc Frieden nicht als Problem, sondern als Lösung: „Wa mer hanno eng Gesellschaft hunn, an där mer keng Aktivitéite méi zouloossen, dann kréie mer iwerhaapt déi Moosname géint de Klimawandel net finanzéiert.“ Wenn wir keinen Dreck machen, verdienen wir kein Geld, um ihn wegmachen zu lassen.

Im Wahlkampf machten CSV und DP Fledermäuse für die Immobilienpreise verantwortlich. Sie wollen eine „simplification administrative“ durchsetzen. Worunter sie die Aufweichung von Umweltschutzauflagen verstehen. Sie fühlen sich vom Wahlfiasko der Grünen bestätigt.

CSV und DP sind keine rechten Klimaleugner, Verbrennerfreunde, Windradgegner. Sie haben nichts gegen Klimaschutz. Auch wenn sie dem ökologischen Rollback der Europäischen Union Positives abgewinnen können.

Die Frieden, Roth, Delles sind sogar bereit, Akzisen aus dem Tanktourismus für Reparaturmaßnahmen an den bestehenden Verhältnissen auszugeben: Um auch bei 40 Grad oder mehr weiter wirtschaften, verwalten zu können wie bisher. Um Betriebe bei Energie- und Materialeinsparungen zu bezuschussen. Um Lösungen zu suchen für die Besitzstandwahrung ihrer Mittelschichtenwähler in Einfamilienhäusern, klimatisierten Büros, exotischen Urlaubsresorts.

Dagegen soll die Arbeiterklasse schwitzen. Zu diesem Schicksal sind sie angeblich geboren: die Bauarbeiter, Dreher, Kellnerinnen, Essensausfahrer, Erntehelferinnen in der prallen Sonne, überhitzten Blechhallen, schlecht isolierten Wohnungen. Die Regierung empfiehlt ihnen „Resilienz“, den Klimawandel zu erdulden.

Die Klimaziele internationaler Konferenzen werden nicht eingehalten. Vielleicht ist die Klimakrise unter den gegenwärtigen Wirtschaftsverhältnissen gar nicht aufzuhalten. Sie wird von der Aufrüstung, den Kriegsvorbereitungen verschärft. Von der Machtergreifung autoritärer, nationalistischer, klimafeindlicher Demagogen, die diese Wirtschaftsverhältnisse um jeden Preis erhalten wollen. ● ROMAIN HILGERT

L’ami des bois

IIII Pierre Sorlut

« Renforcer la contribution du Grünewald au bien-être de la population », telle est l’ambition affichée par le Grand-Duc Guillaume et l’Administration des biens de la famille royale. L’explication a été donnée après la révélation par RTL de la volonté du souverain de résilier la convention de 2009 en vertu de laquelle les droits de superficie de ses 850 hectares de forêt en bordure de Luxembourg-Ville sont cédés à l’État (jusqu’en 2034). Selon les informations du *Land*, cette ambition se matérialiserait par le projet « d’université dans la nature » porté par Raymond Schadeck et sa fille, Julie, à travers l’Asbl UNature.

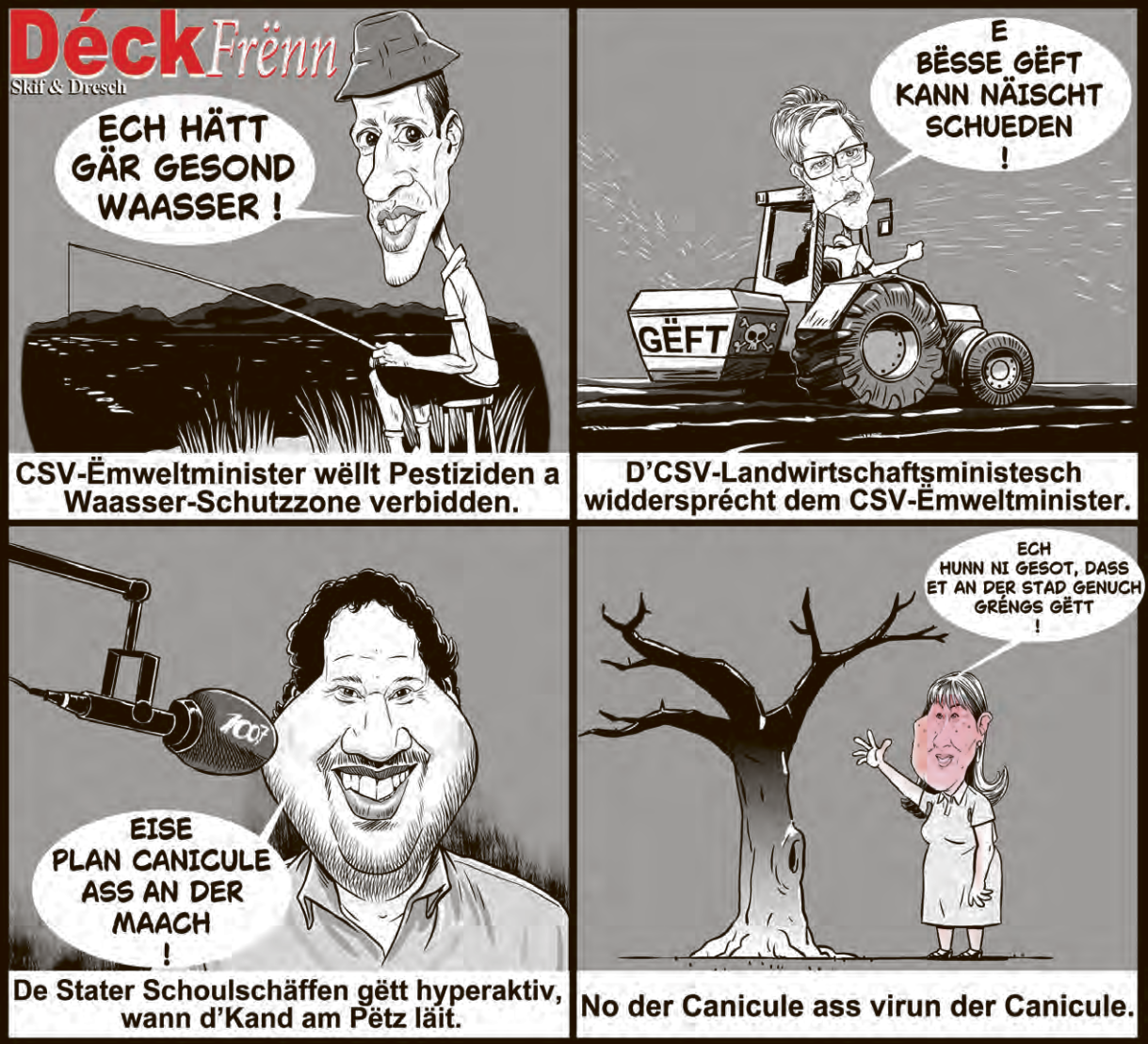
Raymond Schadeck, 71 ans, est un ancien « disciple » de Norbert Becker, président de l’administration des biens. Diplômé d’économie et de droit, Schadeck avait été recruté en 1981 par Becker le libéral (ancien conseiller de Gaston Thorn) alors qu’il dirigeait Arthur Andersen à Luxembourg, cabinet d’audit du Big Eight qui intégrera le Big Four sous le sigle Ernst & Young (puis EY). Raymond Schadeck, qui voulait initialement devenir menuisier, n’a quitté la firme qu’en 2010 après avoir dirigé l’antenne luxembourgeoise (et transmis le relais à Alain Kinsch, une autre tête pensante du DP, aujourd’hui vice-président du Conseil d’État). À côté de son parcours classique (pour un ancien *managing partner* d’un des Big Four) d’administrateur de sociétés, Raymond Schadeck conduit des actions à portée sociétale. Il s’impose cela depuis une retraite bouddhiste en Thaïlande avec

son fils. « Un mois, sans téléphone, sans montre, sans argent, à dormir sur une planche de bois », avait-il raconté (*d’Land*, 31.7.2020). Il avait alors pour livre de chevet *The Monk Who Sold His Ferrari*, l’histoire d’un avocat à succès qui redonne un sens à sa vie grâce à un exil en Himalaya auprès des moines.

Un ancien avocat de stars a justement aiguillé « de Raym’ » vers la reconnexion avec la nature : Hubert Mansion. Rencontré à Chamonix en 2018, l’ancien avocat des artistes U2 et Serge Lama a enseigné à Raymond Schadeck les vertus des balades dans les bois pour la santé morale et physique. « L’épidémiologie a ainsi démontré que les gens qui habitent dans un environnement plus ‘vert’ bénéficient, par exemple, d’une meilleure santé cardiovasculaire que ceux qui habitent dans un environnement plus ‘gris’ », avait prôché Hubert Mansion chez *Paperjam*, groupe de Mike Koedinger qui a plusieurs fois offert une vitrine médiatique aux activités de Raymond Schadeck. UNature, initiative fondée au Canada, propose aux collectivités, entreprises ou institutions publiques, des séminaires et des formations à la reconnexion dans la forêt. « Changer de rythme. Renforcer son système immunitaire. Retrouver le contact. Nettoyer son regard. La douche du cerveau. Sentir les phytocides (activité autrement appelée bain de forêt ou *shinrin-yoku*, ndr). Renforcer sa cognition. » Voilà ce que propose UNature (entre autres) avec son parcours immersif. L’entité luxembourgeoise,

dirigée par Julie Schadeck, a notamment pour partenaires le ministère de la Santé, l’Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, Spuerkeess, mais aussi des sociétés que Raymond Schadeck a administrées (Luxexpo, Intesa Sanpaolo, Minusines). L’intéressé, président d’UNature Europe, ne fait d’ailleurs pas de mystère de sa volonté d’utiliser ses réseaux et d’insuffler ses principes ESG aux entreprises qui lui offrent un siège au conseil d’administration.

Face au *Land*, Norbert Becker confirme être « en pourparlers » avec UNature, un projet « en voie de réalisation dans une première phase dans notre forêt de Fischbach ». La famille royale possède 625 hectares de bois autour de la résidence encore temporairement occupée par le Grand-Duc (*d’Land*, 23.4.2021) avant de rejoindre Colmar-Berg. L’Administration des biens se dit ouverte à une discussion avec le gouvernement sur « les perspectives de valorisation du Grünewald ». Selon les informations du *Land*, cette discussion avec le ministère de l’Environnement (contrepartie de l’AdB dans la convention) n’a pas été entamée. Contactés par le *Land* lundi et relancés à plusieurs reprises, les services de Serge Wilmes (CSV) n’ont pas (encore ?) répondu aux différentes interrogations que le public peut avoir sur l’exploitation du Grünewald. Ironie de l’actualité : le ministère de l’Éducation a fermé cette année la Bëschklass à l’école de Beggen... qui joue le Gréngewald. ●





L'ancienne ministre des Affaires étrangères, Tanja Fajon, et son homologue luxembourgeois, Xavier Bettel, le 19 mai 2025 à Luxembourg

La Palestine lâchée

IIII Simon Rico (Belgrade)

Réélu à la tête du gouvernement slovène, Janez Janša rompt brutalement avec la diplomatie précédente à l'égard du Proche-Orient, elle qui entendait « donner l'exemple » au sein de l'UE

Ce jeudi 4 juin, en Slovénie, tous les regards sont braqués vers le siège du gouvernement. C'est là qu'a lieu la passation de pouvoir entre le Premier ministre sortant Robert Golob, un écologiste libéral, et Janez Janša, de retour à la tête de l'exécutif pour un quatrième mandat placé sous le signe du national-conservatisme. Quand commence la cérémonie, le drapeau palestinien flotte encore sur la façade de ce bâtiment gris, situé en plein cœur de la capitale, Ljubljana. La coalition de centre-gauche l'a hissé le 5 juin 2024, le jour de la reconnaissance de l'indépendance de la Palestine et l'a laissé, en signe de solidarité. Mais à peine Robert Golob a-t-il tourné les talons, qu'une fenêtre s'ouvre et qu'une main inconnue arrache l'étendard rouge, vert, noir et blanc. Quelques heures plus tard, le drapeau de la communauté LGBT+ est retiré brutalement du ministère de la Culture. Les commentaires sont unanimes : il s'agit là des symboles de la rupture idéologique qu'entend marquer ce nouveau cabinet minoritaire, dont la survie ne tient qu'au soutien tacite d'une petite formation d'extrême droite complotiste, Resni.ca (Vérité), connue pour ses positions pro-russes.

Ambassade à Jérusalem

« Nous ne condamnerons certainement plus Israël et ne porterons plus de jugements moraux ou de valeur », a expliqué peu après le nouveau ministre des Affaires étrangères, Tone Kajzer. Dans la foulée, son homologue israélien, le très nationaliste Gideon Sa'ar, s'est félicité de l'arrivée au pouvoir de Janez Janša, « un ami indéfectible d'Israël », avant d'annoncer que l'État hébreu allait ouvrir « au plus vite » une ambassade à Ljubljana.

Le Premier ministre slovène a de son côté promis de transférer la représentation diplomatique de son pays de Tel Aviv à Jérusalem. Jusqu'à présent, aucun État membre de l'Union européenne n'a osé franchir ce pas hautement symbolique, qui

marquerait une rupture avec la politique étrangère de Bruxelles et un alignement total sur les États-Unis de Donald Trump. Même Viktor Orbán, mentor et ami de Janez Janša, y avait finalement renoncé pour la Hongrie.

Ce n'est pas tout : les mesures prises par la coalition précédente pour faire pression contre Israël ont été illico abrogées. Les ministres d'extrême droite Bezalet Smotrich et Itamar Ben Gvir peuvent de nouveau voyager librement en Slovénie, moins d'un an après y avoir été déclarés *personae non gratae* en raison de leurs « déclarations génocidaires » et de leur « violence extrême » contre les Palestiniens. De même, le commerce d'armes avec l'État hébreu a officiellement été réautorisé, ainsi que les importations de produits venus des colonies illégales situées dans les territoires occupés.

Janez Janša prévoit en outre de revenir sur la reconnaissance de la Palestine, qui serait selon lui « illégale ». Interrogé fin juin par le quotidien conservateur *Israël Hayom*, il a estimé qu'Israël est « un partenaire stratégique car il contribue à la stabilité régionale [du Proche Orient] et à la lutte contre le terrorisme », mais aussi « un partenaire démocratique car il partage avec l'Europe les valeurs fondamentales de liberté et d'État de droit ». En outre, la Slovénie et Israël seraient selon lui tous deux « confrontés à de nombreux défis similaires : le terrorisme, l'extrémisme, l'érosion de l'identité nationale et les pressions géopolitiques croissantes ». Ce discours s'inscrit dans la ligne idéologique de l'extrême droite européenne, qui a opéré ces dernières années un virage pro-Israël avant tout par islamophobie. Pourtant, fin 2021, Janez Janša avait lui-même été rappelé à l'ordre par l'Union européenne pour avoir publié un message à caractère antisémite sur Twitter (devenu X) lors de son précédent mandat de Premier ministre. À l'époque, sa dérive autoritaire inquiétait autant les Slovènes que Bruxelles.

Des accusations d'ingérence israélienne

Cet alignement avec l'État hébreu n'a pas manqué de réveiller les soupçons d'ingérence israélienne en sa faveur qui ont émaillé la campagne pour les législatives du 22 mars dernier. Selon une enquête de l'hebdomadaire *Mladina*, confirmée ensuite par l'Agence de renseignement slovène (SOVA), Janez Janša a rencontré des responsables de la société d'espionnage Black Cube fin 2025, quelques semaines avant que ne commence une campagne de déstabilisation avec des accusations de corruption de la majorité sortante. Cette officine fondée en 2010 par d'anciens cadres du Mossad a déjà été mise en cause pour des manipulations dans la Hongrie d'Orbán, mais aussi en Roumanie, au Nigéria et aux États-Unis pour le compte de l'administration Trump 1.

Sanctions contre Israël : l'UE tergiverse

Du côté de l'État hébreu, beaucoup espèrent que ce nouvel allié pourra peser sur les décisions des 27. « Janša (...) entend renforcer le bloc pro-israélien et s'opposer à toute tentative de sanctions contre Israël et les Israéliens », écrit par exemple *Israël Hayom*. Voilà qui semble confirmer l'intuition de Borut Mekina, le journaliste d'investigation de *Mladina* à l'origine des révélations sur la campagne de Black Cube : « Israël avait un intérêt direct à influencer ces élections au profit de Janez Janša, qui pourrait devenir son représentant informel au sein de l'Union européenne ».

Après le 7 octobre 2023, la Slovénie de Robert Golob était pourtant devenue l'un des pays membres de l'UE les plus critiques des dérives du gouvernement Netanyahu, accusé de commettre un génocide à Gaza. La ministre

des Affaires étrangères, Tanja Fajon, s'est démenée pour défendre le peuple palestinien, invoquant un « devoir moral » d'exemplarité (sans toutefois soutenir l'Afrique du Sud contre Israël à la CIJ). « L'UE ne peut plus rester silencieuse face aux violations continues des droits humains et du droit international perpétrées par Israël », répétait-elle encore le 21 avril à Luxembourg lors de son ultime Conseil des affaires étrangères.

Désormais, seules l'Espagne et l'Irlande continuent de se battre pour que les 27 mettent fin à l'Accord d'association avec Israël, en cherchant le soutien du Grand-Duché, de la France, de la Belgique, du Portugal, de la Suède ou de la Finlande. À la mi-juin, 22 anciens dirigeants européens de premier plan les ont appuyés : « Ne pas agir maintenant ne fera qu'affaiblir davantage la position et l'influence de l'UE sur la scène internationale », insistent-ils. Ce serait sans nul doute un geste très fort alors que l'UE est le premier partenaire commercial de l'État hébreu avec 46,8 milliards d'échanges en 2025.

Le 11 mai, les 27 ont tout juste fini par se mettre d'accord pour sanctionner quatre organisations de colons, grâce à l'alternance politique en Hongrie : jusque-là, Viktor Orbán avait toujours opposé son veto. Aujourd'hui, Ursula von der Leyen est attendue avec de nouvelles propositions pour accroître la pression sur le gouvernement Netanyahu. Certains espèrent qu'elle osera mettre à l'ordre du jour un vote sur l'interdiction des importations des produits des colonies. Le symbole serait fort alors que l'ONG General Echo vient de révéler, après quatre années d'enquête, que 17 pour cent des exportations agricoles israéliennes vers l'Europe viennent de ces terres occupées illégalement. Mais ces propositions auront encore moins de chance d'être votées par le Conseil avec une Slovénie qui a basculé. ●



Dans les rues de New Delhi, cette semaine



Le Secretary West du ministère des Affaires extérieures indien, Sibi Georges, et l'ambassadeur luxembourgeois, Christian Biever lors de la Fête nationale

Pays de cocagne

IIII Erwan Nonet (à New Delhi)

Ce mardi 23 juin, à 19h, devant la salle de réception du Leela Palace de New Delhi, les invités font sagement la queue. L'hôtel est l'un des plus huppés d'une capitale indienne qui en compte peu. C'est ici que l'ambassadeur luxembourgeois, Christian Biever, a invité la haute société de la ville de plus de 35 millions d'habitants pour célébrer la Fête nationale. Il est fier que Sibi George, Secretary West au ministère des Affaires extérieures (l'équivalent d'un secrétaire d'État chargé des relations avec l'Occident) ait accepté d'être son invité d'honneur. En attendant, les personnes conviées le félicitent les unes après les autres, ainsi que son épouse et les deux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères en poste à Delhi. Les Luxembourgeois (ils sont les seuls de la *party*) sont alignés devant une grande photo du palais grand-ducal. Une fois passées les poignées de main et les salutations, rendez-vous au bar où les bouchons sautent. Les alcools sont internationaux, mais les vins en grande partie luxembourgeois. Défilent alors les mousseux (Cuvée de l'Écusson de Bernard-Massard), crémants (cuvée Trounwiesel d'Alice Hartmann, cuvée Luga des Domaines Vinsmoselle) et vins blancs (Riesling Felsberg d'Alice Hartmann et crus des Domaines de l'État). Pas sûr que les invités fassent vraiment attention à ce qu'ils consomment. Quand ils demandent du « Champagne », ils reçoivent du crémant. Personne n'a toutefois l'air de s'en plaindre.

Il s'agit de la première Fête nationale de Christian Biever en Inde, lui qui avait effectué jusque-là toute sa carrière diplomatique en Europe. Créée en 2022, l'ambassade est installée dans le quartier sécurisé de Jor Bagh. Il a fallu arriver plus tôt pour intégrer le quartier de Chanakyapuri, où se trouvent toutes les représentations étrangères : il n'y avait plus de place. Rencontré plus tôt dans la

« *Quand vous vous branchez au Luxembourg, vous vous branchez au reste de l'Europe* »

Shri K. Rajaraman (IFSCA)

journée, Biever faisait part de son enthousiasme à travailler loin du Grand-Duché. Certes, il n'y a pratiquement pas de Luxembourgeois en Inde, mais ses services sont ceux qui délivrent le plus de visas (jusqu'à quarante par jour). La population indienne est la plus nombreuse du continent asiatique au Luxembourg (autour de 5 500 personnes) et les relations industrielles et commerciales entre les deux pays se développent à grande vitesse.

À Delhi, la mission de l'ambassadeur consiste plutôt de réseauter, de se trouver aux avant-postes afin de servir au mieux les intérêts économiques de son pays. La signature prochaine du Free trade agreement (FTA) entre l'UE et l'Inde, espérée à l'automne, devrait faciliter les échanges commerciaux (notamment financiers) et la mobilité des personnes. Plusieurs entreprises luxembourgeoises ont déjà franchi le pas, certaines depuis

longtemps. Outre l'évident ArcelorMittal, Cera-tizit (outils de coupe) possède plusieurs sites de production dans les régions de Bengaluru et Kolkata. SES (satellites) a formalisé en 2022 une joint-venture avec l'indien Jio, tout comme le luxembourgeois Amer-Sil (tubes et séparateurs pour batteries) avec Ketex. Rotarex (vannes pour gaz sous pression) et IEE (système de détection pour l'automobile) possèdent des représentations commerciales dans le sous-continent.

Au cours de son discours, Christian Biever a rappelé la visite du ministre des Affaires extérieures Subrahmanyam Jaishankar en janvier à Luxembourg et celle en retour, un mois plus tard, du ministre des Finances, Gilles Roth (CSV), qui a fait le tour des grands centres économiques indiens (New Delhi, Gujarat, Mumbai). De sources officielles mais convergentes, une autre visite serait prévue pour début 2027. Cette fois, le Grand-Duc Guillaume se déplacerait en Inde.

Cette émulation devrait permettre de renforcer les relations diplomatiques puisque l'Inde porte la volonté d'installer une ambassade au Luxembourg. « Ouvrir une ambassade, c'est quelque chose », avançait vendredi dernier le ministre Jaishankar. Le Luxembourg fait pourtant partie des derniers pays européens à ne pas en être doté. Le ministère des Affaires étrangères luxembourgeois, lui, compte ouvrir un consulat général à Mumbai (la capitale économique) d'ici la fin de la mandature. « Ces échanges témoignent d'un momentum entre nos deux pays, le meilleur est encore à venir », soutenait Christian Biever dans son discours, vantant les points communs entre l'un des plus grands pays du monde (presque 1,5 milliard d'habitants) et l'un des plus petits (23 fois moins) : « La résilience, l'ouverture, l'innovation,

la solidarité ». Un peu plus tard, il ajouterait « la stabilité » politique.

L'idée d'un « momentum » entre l'UE et l'Inde est à la mode. Dans le sous-continent, le mot est employé en boucle par les officiels rencontrés lors du voyage de presse de dix jours organisés par le ministère des Affaires extérieures. Lors du discours donné à l'occasion de la fête nationale luxembourgeoise, Sibi George louait un Luxembourg faisant partie « des partenaires les plus fiables et importants de l'Inde », à même d'offrir « la possibilité d'accélérer le développement des relations avec l'Europe ». À Gift City (acronyme de Gujarat international finance tec city), à l'ouest de l'Inde, dans l'État du Gujarat d'où est originaire le Premier ministre Modi, renforcer les relations indo-luxembourgeoises est une évidence. Gilles Roth ne s'est pas rendu par hasard dans cette ville nouvelle en construction qui a l'ambition de devenir un des pôles majeurs de la finance internationale. Tout est fait pour attirer les capitaux étrangers dans cette « zone économique spéciale » : pas de taxes pour les investisseurs étrangers dans les vingt premières années qui suivent leur installation, terrains à prix cassés (ils sont gérés par structure de développement immobilier appartenant à l'État du Gujarat), tarifs modiques pour l'eau et l'énergie, législation spéciale expats (la vente d'alcool y sera autorisée, alors qu'elle est interdite dans le Gujarat)...

Shri K. Rajaraman, président de l'autorité régulatrice des services financiers internationaux en Inde (IFSCA, dont le siège est désormais à Gift City), explique au *Land* l'intérêt d'une collaboration luxembourgeoise officialisée en 2022 par la signature d'un *memorandum of understanding* entre la CSSF et l'IFSCA. « Le Luxembourg est une plateforme d'échange pour l'Europe : quand



Ouvriers dans les
rues de Gift City



Le centre de surveillance de
la nouvelle ville de Gift City

Le Luxembourg et l’Inde se rapprochent. Visite dans le pays le plus peuplé du monde pour vérifier cette attractivité asymétrique

vous vous branchez au Luxembourg, vous vous branchez au reste de l’Europe. Je pense que les fonds indiens qui seront disponibles à Luxembourg passionneront le monde entier. » Un groupe de travail entre les deux régulateurs travaillera sur l’équivalence réglementaire, « afin qu’il y ait le moins de frictions possibles pour que les gestionnaires de fonds puissent distribuer et commercialiser leurs produits des deux côtés du pipeline ».

Très souriant, Rajaraman avoue être ravi de cette collaboration. « En février, nous avons eu une très bonne réunion avec le ministre Roth et le directeur de la CSSF (Claude Marx, ndlr) ». Il ajoute qu’il est persuadé que le Luxembourg en tirera également profit : « À mesure que l’Inde se développe, il y a aussi des Indiens qui souhaitent investir à l’étranger ; ce n’est pas un trajet à sens unique. Gift City est un hub neutre en termes de direction des flux d’investissements. »

L’Inde, sixième puissance économique mondiale, attire tous les regards des industriels et des investisseurs. Avec sa croissance de 7,6 pour cent en 2025, sa main d’œuvre inépuisable et qualifiée (la population active représente plus de 700 000 personnes) et un état d’esprit pro-business poussé à l’extrême, l’Inde a tout l’air d’un pays de Cocagne pour l’Europe et particulièrement le gouvernement luxembourgeois. Dipesh Shah, directeur exécutif du département Développement de l’IFSCA confirme au *Land* : « Oui, avec les autorités de votre pays, nous parlons le même langage. Nous nous comprenons parfaitement. »

Le parcours de Ceratizit illustre cet état d’esprit. L’entreprise basée à Mamer emploie 550 personnes en Inde et y fabrique, entre autres, des plaquettes en carbure, des outils et des barres en carbure

monobloc depuis plus de vingt ans. Le sous-continent, qui développe son assise industrielle de manière continue, est évidemment un marché attractif. Mais Frank Thomé, le directeur exécutif explique apprécier également « la solide expertise technique » locale, qui « contribue à la compétitivité et à la résilience de notre dispositif de production mondial ».

Pour autant, développer des activités en Inde est loin d’être évident. L’ADN même du pays est paradoxal. S’il souhaite démontrer aujourd’hui qu’il est un pays ouvert au monde, l’Inde est toujours très protectionniste. Sa production industrielle vise en priorité à alimenter le marché national. Tout près de Gift City, la Dholera Special Investment Region est un immense espace de 920 kilomètres carrés dédiés à l’industrie high tech. On y trouve actuellement des centaines (des milliers ?) de grues qui bâtissent des usines aux proportions proprement gigantesques, jusqu’à une centaine d’hectares par projet. La production de microchips en vue de se désengager de la dépendance à d’autres pays asiatiques est une priorité nationale. L’État les finance à hauteur de 70 pour cent, sans autre contrepartie qu’espérer que le retour sur investissements soit effectif après vingt ans. Des entreprises de production de panneaux solaires presque entièrement mécanisées s’y implantent également. Les industriels comme les promoteurs reconnaissent que l’export viendra après avoir suffisamment alimenté le pays.

L’orientation pro-business de l’Inde pourrait également inquiéter l’Europe. Le pays est un apôtre du multilatéralisme et ne compte pas cesser de commercer avec la Russie. « Nous comprenons que l’Europe ait un challenge à relever dans le cadre de la guerre en Ukraine, mais en nous rapprochant nos contacts avec la Russie, vous ne

prenez en compte que votre point de vue », assurait vendredi dernier le ministre des Affaires extérieures, Jaishankar. « De notre point de vue, nous n’aimons pas non plus vos relations avec le Pakistan et la Chine », ajoutait-il d’un ton ferme. « Et nous maintenons des relations stratégiques avec les États-Unis même si nous ne sommes pas d’accord avec eux ». Alors que les repères diplomatiques sont de plus en plus fragiles dans un monde sens dessus dessous, le business peut-il prévaloir sur les alliances stratégiques ? L’Inde tente ce pari qui n’est pas gagné d’avance.

Et puis, le sous-continent travaille à modeler un environnement économique qui facilite la vie des investisseurs, mais il lui reste encore du travail. Les 28 États qui forment l’Inde possèdent des législations parfois très différentes. Ceratizit reconnaît, par exemple, rester « lucide quant à la complexité de l’activité dans un marché vaste et diversifié », citant en exemple « les exigences de certification, les différences régionales, la fiscalité, les infrastructures et la protection de la propriété intellectuelle », qui peuvent varier d’un endroit à l’autre. Les autorités indiennes vendent leur statut de plus grande démocratie du monde, mais, bien que la tendance serait positive, les inégalités sociales sont immenses. La gestion des déchets selon les endroits est particulièrement marquante. À Gift City, ils sont récoltés en surface et dirigés vers la sortie de la ville grâce au plus grand réseau souterrain du genre. À Delhi, les déchets jonchent les quartiers défavorisés et ceux qui sont ramassés forment des montagnes de détritus en périphérie, parcourus par les plus pauvres qui y recherchent ce qui peut être recyclé et rapporter quelques pièces. Au même moment, dans les immeubles de Gift City, on se félicite des ouvertures vers la

finance verte nées par la coopération avec la Place financière luxembourgeoise.

La gestion de la sécurité de Gift City, très orwellienne (ou singapourienne), étonne l’observateur européen. Un centre de contrôle, qui peut se transformer en *war room* en cas de crise, comporte des dizaines d’écrans qui retransmettent les images des caméras qui surveillent absolument tout, des plaques d’immatriculation des voitures, jusqu’aux personnes dans les ascenseurs de chaque bâtiment. Ce centre n’est pas géré par la police, mais par le développeur du site (GUDC). Aucune élection n’a d’ailleurs encore eu lieu pour dans la nouvelle ville, ce même GUDC détient tous les ressorts.

L’accord de libre-échange permettra-t-il de modeler cette évolution ? Très enthousiaste, le ministre du Commerce Piyush Goyal reprend les mots d’Ursula von der Leyen, qui expliquait en janvier que le FTA était la « mère de tous les accords ». « Une formule qui résonne vraiment très bien aux oreilles des Indiens », avance le ministre qui a rencontré le 18 juin Xavier Bettel (DP) au salon parisien VivaTech. Le 24 juin, devant le *Land*, il parlait même d’« un potentiel illimité » pour les deux parties.

Côté luxembourgeois, on apprécie cette future coopération, sans s’enflammer de manière démesurée. Ceratizit se félicite « d’un cadre favorable à une coopération à long terme », mais ne compte pas lier cet accord à des projets ou des mesures spécifiques ». Il est effectivement probable que le FTA apporte davantage de prévisibilité dans les relations entre l’UE et l’Inde, mais des relations performantes existaient déjà sans lui. Côté luxembourgeois, on estime qu’il n’y aura pas de révolution immédiate. Mais un pays qui compte plus de 70 licornes fait toujours rêver. ●

Luttes sur le marché aux puces

IIII Georges Canto

Les composants électroniques sont devenus des enjeux de souveraineté. L’UE s’équipe

Le 26 mai dernier, le gouvernement néerlandais a mis son veto au rachat de l'entreprise de cybersécurité Solvinity par un fonds d'investissement américain. Quelques mois plus tôt, le même gouvernement néerlandais avait tenté de reprendre le contrôle de Nexperia, fabricant de puces détenu par le groupe chinois Wingtech, en utilisant une loi datant de la Guerre Froide. En juin de cette année, le projet d'acquisition de l'entreprise de télécommunications TTG Global par la société chinoise Shenzhen HYT était retoqué par les autorités britanniques. Des décisions loin d'être isolées qui s'inscrivent dans la même logique de protection de la souveraineté technologique européenne. Mais dans le domaine des composants électroniques, cette volonté, concrétisée dans l'UE par le « Chips Act » de septembre 2023, se heurte à l'extrême complexité des « marchés aux puces ».

Le 25 juin Apple a pris une décision étonnante qui a aussitôt fait plonger de six pour cent son cours de bourse, effaçant plus de 260 milliards de capitalisation boursière. La firme à la pomme a en effet annoncé une augmentation immédiate de vingt pour cent des prix, déjà élevés, de ses MacBook et iPad. Le même jour Microsoft s'est résolu à augmenter de 25 à 33 pour cent le prix de ses consoles de jeux Xbox. En cause, la hausse extraordinaire de la demande de « puces mémoires » (DRAM) due à la multiplication des centres de données dédiés à l'IA. Très supérieure à l'offre disponible, avec même un risque de pénurie, elle a provoqué en à peine un an une multiplication par six de leur prix, et ce n'est qu'un début.

Les non-initiés ont découvert à cette occasion que sur le principal segment du marché, celui des

puces mémoires, un produit intermédiaire indispensable au fonctionnement de la plupart des objets électroniques (smartphones, ordinateurs, consoles, montres connectées, GPS etc..), la production mondiale est concentrée entre les mains de seulement trois sociétés, les coréennes Samsung et SK Hynix et l'américaine Micron. En quelques mois elles ont vu s'envoler leurs résultats et leurs cours de bourse, mais elles sont elles-mêmes dépendantes de composants situés en amont de la filière : les semi-conducteurs, dont le leader est la taïwanaise TSMC, qui contrôle 70 pour cent de la « fonderie » mondiale.

L'Europe a regardé cette évolution en spectatrice : elle ne produit pratiquement plus de puces mémoires DRAM sur son sol. Pour autant, elle n'est pas absente de la fabrication de puces, pesant même quelque dix pour cent de la production mondiale, mais elle a privilégié d'autres segments du marché. Ayant renoncé à produire des puces grand public ultra-avancées pour les smartphones ou l'IA de pointe, elle est cependant le leader mondial des puces spécialisées pour l'automobile, l'industrie, l'énergie et la cybersécurité. Trois fabricants importants y sont implantés. STMicroelectronics, avec des usines en France et en Italie, est spécialisé dans les capteurs et les microcontrôleurs (les « cerveaux » des objets électroniques). Sur les puces automobiles, son concurrent direct est Infineon Technologies, implanté en Allemagne et en Autriche, également positionné sur les puces dédiées à la gestion de l'énergie. Le néerlandais NXP Semiconductors, issu d'une ancienne branche de Philips, est un acteur majeur des puces bancaires et de « l'Internet des objets ».

Compte tenu de la division internationale du travail complexe qui prévaut sur les marchés aux puces, ces acteurs dépendent en grande partie des fournisseurs asiatiques. Leur dépendance prend des formes variées. Bien que fabricant eux-mêmes la majorité de leurs « grosses puces » industrielles et automobiles, ils ne font que concevoir les puces d'une plus grande finesse, cruciales pour les voitures autonomes par exemple, car ils n'ont pas la capacité ni la technologie pour les fabriquer. Leur production (fonderie) est assurée principalement dans les usines de TSMC. Pour les puces mémoires, nécessaires au fonctionnement d'un système d'électronique embarquée ou d'un appareil industriel, ils doivent s'adresser notamment aux fournisseurs coréens Samsung et SK Hynix, déjà mentionnés. Plus en amont, au niveau de la matière première, ils doivent majoritairement s'approvisionner en plaques de silicium auprès de la société taïwanaise GlobalWafers.

Toutefois la dépendance joue dans les deux sens, car l'Europe a de nombreux atouts à faire valoir. Les taïwanais et coréens ont en effet besoin de certaines technologies de pointe bien maîtrisées en Europe. Ainsi les allemands Zeiss et Merck leur fournissent respectivement des optiques de haute précision et des produits chimiques et gaz ultrapurs. Quant à la française Soitec, elle est le leader mondial des plaques de silicium ultra-spécifiques (le Silicon-on-Insulator ou SOI) indispensables pour les puces de smartphones (5G). Mais la « pépite » européenne est sans conteste la société néerlandaise ASML (pour Advanced Semiconductor Materials Lithography). Elle ne fabrique pas directement de puces, mais détient le monopole mondial des machines de gravure EUV (Extrême Ultraviolet). Sans elles, les acteurs asiatiques et américains seraient totalement incapables de fabriquer les puces les plus avancées de la planète.

L'UE a fini par prendre conscience de sa vulnérabilité, surtout à partir de 2022, une année cruciale qui a vu à la fois l'agression de l'Ukraine par la Russie (et la nécessité de renforcer les industries de défense) et l'apparition de ChatGPT, prélude à une utilisation intensive de l'IA. C'est dans ce contexte qu'est entré en vigueur, dès septembre 2023, le « European Chips Act ». L'objectif de l'UE était de doubler sa part de marché mondiale pour atteindre vingt pour cent d'ici 2030 (elle était de quarante pour cent dans les années 1990), tous segments confondus. Pour le réaliser, le règlement prévoyait de mobiliser des financements importants, d'origine publique ou privée : plus de cinquante milliards d'euros seraient dédiés à la construction d'usines géantes (les "Mega-Fabs") sur le sol européen et au développement de la recherche.

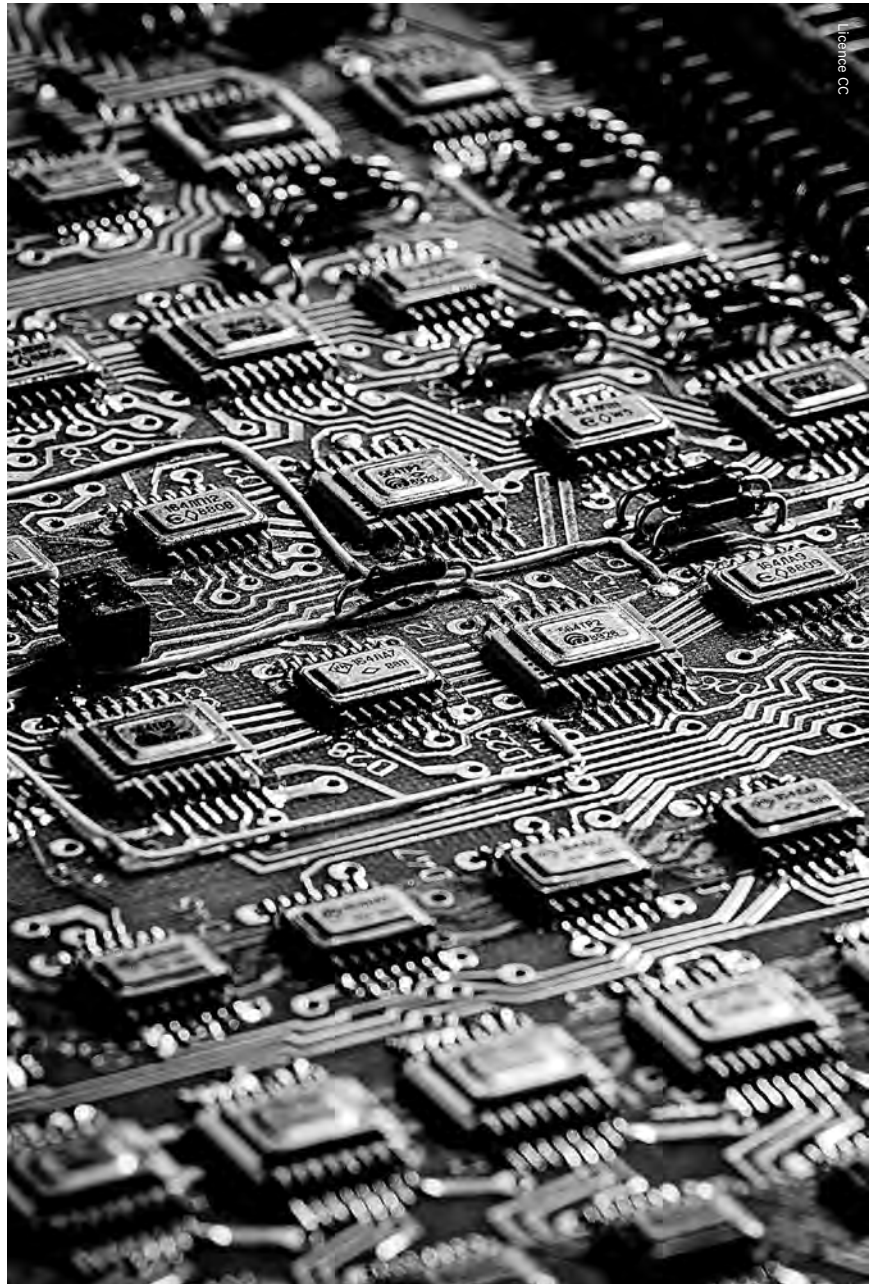
En pratique, la « marche vers la souveraineté » de l'Europe a plutôt pris la forme de partenariats avec les géants asiatiques ou américains, vis-à-vis desquels elle cherche à se rendre indispensable. Le taïwanais TSMC a ainsi créé une joint-venture nommée ESMC (pour European Semiconductor Manufacturing Company) avec Bosch, Infineon et NXP, en vue de construire une méga-usine de puces à Dresde, en Allemagne. TSMC en détient

70 pour cent et sera aux commandes opérationnelles. Les travaux ont commencé à l'été 2024, pour un début de production prévu fin 2027 et une pleine capacité en 2029. Le site devrait créer environ 2 000 emplois directs hautement qualifiés. Élément révélateur : l'investissement total, estimé à plus de dix milliards d'euros est pris en charge à hauteur de la moitié par le gouvernement allemand, avec le feu vert de Bruxelles. La volonté européenne a rejoint ici les souhaits de TSMC de s'éloigner de Taïwan pour des raisons géopolitiques (risque d'une invasion chinoise).

En revanche près de Grenoble en France, le « projet Liberty » d'une usine commune entre STMicroelectronics et l'américaine GlobalFoundries, lancé en 2022-23 (7,5 milliards d'euros de budget, financé par l'État français à hauteur de 2,9 milliards) pour fabriquer des puces destinées au marché automobile, ne verra finalement pas le jour. D'ailleurs, il a récemment été estimé que l'objectif d'atteindre vingt pour cent du marché en 2030 ne pourrait pas être tenu, même en déroulant le tapis rouge aux étrangers. Pour faire bouger les choses, la Commission européenne a présenté le 3 juin une nouvelle mouture du « règlement puces » nommée Chips Act 2.0. Prévue pour entrer en vigueur fin 2027, elle a vocation à compléter et muscler le premier Chips Act en simplifiant l'octroi des permis de construire d'usines et les règles de financement, et en se focalisant davantage sur les puces dédiées à l'IA. Elle fait partie d'un paquet législatif plus large sur la souveraineté technologique européenne, qui comprend également le Cloud and AI Development Act – CADA.

Indépendamment de la législation européenne, plusieurs États européens se sont dotés de dispositifs juridiques leur permettant de protéger leurs industries tech. Ils permettent notamment de bloquer des rachats d'entreprises locales par des sociétés étrangères « indésirables » (ou par leurs filiales). Deux exemples. En Allemagne, la loi AWV (*Aussen Wirtschafts Verordnung*) de 2013 a permis en novembre 2022 d'empêcher l'acquisition du fabricant de puces électroniques Elmos par la société suédoise Silex, filiale du groupe chinois Sai Microelectronics. Le même jour un veto a été mis au rachat de ERS Electronic, un spécialiste des technologies de refroidissement pour semi-conducteurs, par un investisseur chinois non divulgué. En Italie, le décret de protection stratégique « Golden Power » déjoue les tentatives de prise de contrôle étrangères dans la haute technologie, l'IA et la défense. Il a notamment été utilisé en avril 2021 pour empêcher l'achat du spécialiste des semi-conducteurs LPE par le fonds d'investissement chinois, Shenzhen Invenland Holdings. En 2022, LPE est finalement entrée dans le giron de la néerlandaise ASM International, avec cette fois la bénédiction des autorités italiennes et européennes. ●

* « Règlement du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 établissant un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs ».



Chemin étroit

Avec leur projet de loi « MATCH Act » (pour Multilateral Alignment of Technology Controls on Hardware Act) présenté en avril 2026, les États-Unis veulent obliger leurs alliés (Europe et Japon notamment) à adopter vis-à-vis de la Chine les mêmes restrictions qu'eux en matière de contrôle des exportations, empêchant ainsi les fabricants chinois d'accéder à l'industrie occidentale des puces.

Les Pays-Bas considèrent avoir rempli leur contrat en interdisant la vente des machines d'ASML à la Chine et étaient même allés plus loin fin 2025 en plaçant sous tutelle temporaire de l'État le fabricant local de semi-conducteurs Nexperia, pourtant propriété du chinois Wingtech depuis 2018. Mais entretemps ils se sont opposés aux intérêts américains en bloquant le rachat de

Solvinity et ont exprimé leur hostilité au Match Act, jugé trop coercitif. « Le contrôle des exportations fonctionne mieux lorsque les pays coopèrent par conviction, plutôt que lorsque la politique est imposée de l'autre côté de la frontière » a déclaré un ministre.

Une position frondeuse qui ne les a pas empêchés d'adhérer, le 23 juin, à la Pax Silica, une initiative diplomatique et stratégique lancée par le Département d'État américain en décembre 2025. Cette alliance qui vise à créer un bloc géopolitique mondial pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en technologies avancées (semi-conducteurs de pointe, intelligence artificielle, minéraux critiques) et dont les membres fondateurs sont les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, le Royaume-Uni, l'Australie et l'Inde, compte actuellement 24 pays. GC



Charles Chopacki

Feuilleton

Dans son spectacle, Peggy Lee Cooper revient sur son parcours de drag queen

La nostalgie du punk

IIII Fabien Rodrigues

La truculente drag queen belge Peggy Lee Cooper est de retour sur scène à Luxembourg. Une occasion de réfléchir à ce qu'est devenu l'art du drag, ici comme ailleurs

En ce début juillet, pas moins de quatre nouvelles saisons internationales de la franchise *Ru Paul's Drag Race* débarquent sur nos écrans. Depuis près de vingt ans, Ru Paul, ancienne club kid subversive que l'on voyait déjà se dandiner dans l'ictonique clip *Love Shack* des B-52's en 1989, est devenue la première drag queen médiatique des États-Unis, donc forcément du monde. C'est aussi un/e véritable pape/papesse du drag à l'international, autoproclamée « Queen of Drag » ou encore « Supermodel of the World ». Difficilement ignorable par la communauté queer et ses alliés tant elle est devenue une référence, son émission de télé-réalité, qui voit une flopée de queens s'affronter lors d'une succession d'épreuves pour décrocher le titre très convoité de « New Drag Superstar » décerné par « Mama Ru », est devenue en quelques années un véritable empire mondial, décliné en dizaines de versions internationales y compris en France ou en Belgique, lauréat de nombreux Emmy Awards et, surtout, générateur de profits monstres pour Ru Paul Charles, l'homme sous la perruque.

Car le chantre du drag mainstream est aussi connu pour son amour du billet vert. Parfois pour le meilleur, en lançant par exemple une plateforme exclusive dédiée à la diffusion de la franchise *Drag Race*, de ses sous-produits ainsi que de nombreux contenus queer historiques. Parfois pour le pire, en créant une polémique très piquante dans son gigantesque ranch du Wyoming, où l'entertainer sexagénaire et son mari auraient autorisé la pratique de la fracturation hydraulique. Mais tout cela ressort bien sûr d'un autre sujet (mais l'est-ce vraiment ?). Car force est de constater que le drag est à présent partout ou presque, même si les artistes sont encore régulièrement ciblés par les attaques homophobes et transphobes de vilains oiseaux plus bêtes et méchants que véritablement apeurés. Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Paris, émission télé branchouilles comme *Quotidien* pour promouvoir l'imminente nouvelle saison de *Drag Race France*, campagnes pour des cosmétiques, scènes de Zéniths en tournée : Ru Paul a bien réussi à inscrire le drag dans la culture mainstream, jusque dans nos contrées. Mais au risque de passer pour des réactionnaires d'un nouveau genre, certaines reines et autres amoureux de cet art si attachant en arrivent à se demander : « Mais, ce n'était quand même pas mieux avant ? » Quand le drag était punk, sentait le trottoir et le soufre, et n'avait pas d'autre but que de divertir, de soir en soir, un public proche et complice...

[...]

[Suite de la page 15]

Avantage, peut-être, de sa taille, la scène drag luxembourgeoise prend son temps pour entrer dans l'ère übermédiatique de cette course effrénée. Certes, la propriétaire de l'ancien Cabaret Barnum, Madame Yoko, a participé à deux franchises de Drag Race et on imagine fort bien sa talentueuse *drag daughter* Medusa Venom, qui se produit très régulièrement à Trèves, intégrer un jour le volet allemand, mais l'art du drag Made in Luxembourg, si niche soit-il, est toujours associé aujourd'hui aux performances délicieusement old school de Miss Calima à la Caravelle ou à la Kantin de Dudelange, de la Fada's Family à la Schräinerei de Differdange et sur le Marie-Astrid, ou encore du souvenir pas si lointain des effets de manches inoubliables de Madame Sans Gêne. C'est sûrement un peu de tout cela qui fait que la plus théâtrale des drags belges, Peggy Lee Cooper, revient régulièrement faire profiter de son personnage au public local. Habitée des grandes scènes bruxelloises et européennes, elle avait présenté en 2023 *Alma*, une adaptation très libre du mythe de Faust, au Théâtre des Capucins. Et si elle remonte ce samedi sur ces mêmes planches, cette fois elle propose un récit bien plus personnel, le plus personnel de tous, savamment nommé *Biopig*, qui est aussi une sortie de résidence dans le cadre du programme Samedis aux Théâtres, en collaboration avec Rosa Lëtzebuerg.

Sans fausse pudeur ni langue de bois

Une chose est sûre : Miss Peggy n'y va pas avec le dos de la cuiller pour donner son avis sur cette nouvelle popularité du drag : « Quand j'ai commencé, il n'y avait pas de drag queens, il n'y avait que des travelottes. Avec l'arrivée de la drag queen, la travelotte a perdu un peu de son âme. Cette attitude punk qui nous faisait dire que si la fin du monde était pour demain, ce serait juste une bonne occasion de se fabriquer une dernière robe... » *Drag Race*, très peu pour elle : ça ne va pas assez loin dans le propos, ça se prend trop au sérieux. « On n'avait pas besoin d'être jolie, y'avait pas d'Instagram, pas de GSM, juste un appareil photo jetable qui nous rendait rarement hommage. Il y avait un côté nihiliste, dernière soirée avant un avenir incertain, mais qui créait ce rapport unique avec le public, jusqu'au bout de la nuit. » Elle a d'ailleurs refusé de participer à la première saison belge, contrairement « aux trois quarts de [mes] potes », et n'en pense clairement pas grand bien, surtout en ce qui concerne l'après. « Ce que je vois surtout, ce sont des gens qui font de graves dépressions, qui arrêtent le drag, qui ne sont pas du tout suivis alors qu'ils n'étaient pas prêts pour le devant la scène médiatique et sociale. Des gens qui s'y mettent juste parce que ça te permet de passer à la télé et qui deviennent des chanteurs à moustache très comme il faut ensuite, ou qui ne savent pas gérer la moindre interaction avec le public à la sortie de l'émission... » Car voilà un autre très gros problème de la franchise *Drag Race*, et ce partout sur la planète : les fans et le *fandom*, d'une toxicité rare, qui n'hésitent pas à souhaiter la mort d'une artiste parce qu'elle en a battu une autre lors d'un *lipsync* sans doute très moyen. Les fans hardcore sont absolu-

ment détestables sur les réseaux sociaux, et cela n'aide forcément pas les baby drags à gérer leurs émotions et leur présence sur lesdits réseaux de manière saine une fois les projecteurs éteints. « Calm down, it's not personal, it's only drag », comme le dirait si bien Mama Ru ! Ce qui désole encore plus Peggy, c'est que le show télévisé est devenu la seule référence drag pour les jeunes générations, alors que celles qui ont fait le boulot depuis des lustres sont oubliées faute d'avoir exercé leur art à l'âge du tout numérique.

Concernant à présent cette sortie de résidence et le *Biopig* qui en découle, Peggy nous raconte qu'ils sont « intimement liés à mon histoire personnelle. Le récit démarre à mes cinq ans et se termine trente ans plus tard, au premier spectacle de Peggy Lee Cooper ». Une démarche personnelle, un projet proposé à plusieurs théâtres et qui a finalement trouvé écho dans la programmation des Théâtres de la Ville de Luxembourg en amont de la Pridé luxembourgeoise. Pourquoi avoir attendu ce moment pour effectuer ce grand travail d'introspection scénique ? « J'ai préféré attendre un peu, notamment le décès de ma grand-mère. Il y a certaines choses que je ne voulais pas qu'elle voie ou qu'elle sache. » Comme beaucoup de drag queens d'hier et d'aujourd'hui, l'enfance liégeoise de Peggy et les années qui suivront ne sont pas teintées que des paillettes qu'arbore son personnage. Il y a du noir, du sale, du difficile, on le comprend avant même qu'elle n'en parle. Il y a le rejet des parents, très sévère, définitif, violent, lorsque le jeune garçon essaie les vêtements de sa tante Eva. Les entrées en douce, dès quatorze ans, à la célèbre Mama Roma de Liège - où elle débutera sa carrière de 1994 à 1998, avant d'y retourner plus tard en régie ou comme photographe. Plus qu'un premier employeur, la Mama Roma, scène travestie historique fondée en 1973 par Peter Biskup et Henri Mariette, est aussi le premier contact indirect avec le drag pour celui qui deviendra Peggy Lee Cooper, lorsqu'à cinq ans, il entend des amies de sa grand-mère dire, au retour d'un spectacle, « c'était super, on dirait vraiment des femmes ! » Cette grand-mère, nue avec ses seins tombants et « cette énorme volupté » ou habillée, deviendra également une source d'inspiration, plus tard, aux côtés de Miss Piggy et du *Benny Hill Show* à la télé.

Puis il y a aussi le travail du sexe, pendant de nombreuses années, « un milieu dans lequel, finalement, surtout pour les drags, on ne s'envoie pas tellement en l'air », nous confie Peggy sans sourciller. Des fétichistes, souvent, de l'homme en perruque, de la clope ou des « chanteuses de la Rai maquillées à la truella et qu'ils ne trouvaient pas dans leur quotidien, alors peu importe ce qu'il y a entre les jambes... » Elle arrête presque le drag pendant dix ans, à part un petit spectacle ci et là, lui préférant l'objectif de son appareil photo. Mais, à un moment, ça démange, évidemment : « C'est ta sœur, elle te manque, il faut qu'elle sorte. Si tu ne le fais pas, c'est une partie de ton âme qui est perdue. »

Pour *Alma*, Peggy avait collaboré avec la metteuse en scène Sarah-Louise Young, il était impératif de l'avoir à ses côtés pour cette nouvelle aventure, à ses côtés. Elle l'accompagner avec bienveillance et précision dans le dévoilement des pans les plus

« Quand j'ai commencé, il n'y avait pas de drag queens, il n'y avait que des travelottes »

Peggy Lee Cooper

privés de son histoire - « J'avais besoin d'être entre de bonnes mains pour ne pas terminer en miettes »... Un filet en coulisses pour un spectacle hybride qui ressemble à un grand saut dans le vide. Formée à la comédie musicale anglaise dont elle déteste alors les carcans trop solides et les codes trop présents, Sarah-Louise a toujours trouvé les histoires vraies dont elle était assoiffée dans le milieu du cabaret. Avec Peggy, elle partage une sensibilité, une humeur, un sentiment de famille choisie si cher aux artistes queer. Ce qui n'empêche pas Peggy de la caractériser de proctologue, en Anglais : « It's not that I had to give birth to all that, but more that I needed someone I trust to help me let all this shit out ! » La messe est dite, *a match made in cabaret heaven*. Il est beaucoup question de ce qu'est la normalité dans *Biopig*, et cela parle beaucoup à Miss Young, d'autant plus que la pression est moindre en sortie de résidence et que le format permet de sortir beaucoup de choses, sans devoir les exprimer tout de suite avec une exactitude potentiellement inhibitrice, « dans une dynamique vraiment semblable aux cabarets, où la limite avec l'improvisation est parfois ténue. »

Et, à la surprise générale, il y avait en fait beaucoup trop à sortir ! Il n'y aura donc pas qu'un seul spectacle mais au moins deux autres futurs objets artistiques conséquents à cette résidence, une réalisation rendue d'autant plus possible par l'aspect *work in progress* de celle-ci. Des photos, un futur livre, une deuxième pièce : le résultat reste encore à définir, mais avec toujours une question en tête qui pourrait, finalement, servir de piste de réflexion quant à l'évolution actuelle du drag : « Est-ce que cela sert vraiment au public et dois-je le faire si ce n'est qu'à moi que cela sert ? » Mais une autre constante fondamentale est bien présente, dans *Biopig* comme dans un énième épisode de *Drag Race*, c'est que le drag sauve des vies. « Le spectacle travesti m'a sauvé, a fait que je ne sois pas mort et cela s'est imposé naturellement comme la vraie thématique du spectacle », confie Peggy, qui expliquera donc à sa façon comment une partie d'elle l'a sauvée, aux Capucins ce samedi. Et prouvera, par la même occasion et à coup sûr que le drag punk a toujours sa place, et plus que jamais sur de belles scènes à la réputation éprouvée et qui osent donner une voix à celles qui n'en ont pas, plus ou moins qu'avant. ●

Biopig de Peggy Lee Cooper, le 4 juillet à 17h au Théâtre des Capucins



Madame Yoko en plein préparatifs au Barnum en 2023

Grand format

IIII Kévin KroczeK

À propos du nouvel album du trio Reis Demuth Wiltgen

Paru le 19 juin, *Freedom Trail* marque un changement d'échelle pour Reis Demuth Wiltgen. Le trio formé par le pianiste Michel Reis, le contrebassiste Marc Demuth et le batteur Paul Wiltgen, qui compte parmi les formations ayant contribué à rendre le jazz luxembourgeois identifiable au-delà de ses frontières, relit ici une partie de son répertoire avec le Luxembourg Philharmonic (anciennement OPL), sous la direction de Vince Mendoza, également signataire de la moitié des arrangements. Le nom a son importance. Arrangeur pour Al Jarreau, Joni Mitchell ou Björk, Mendoza connaît le danger du grand format. Comment faire entrer l'orchestre sans qu'il vienne surligner ce que la musique disait déjà très bien à trois, ni lui faire dire autre chose ? Le morceau éponyme, qui ouvre l'album, y répond dès les premières secondes.

L'ouverture est épique, presque chevaleresque. Les cuivres ont du corps, l'orchestre bombe le torse, puis la batterie vient remettre tout le monde sur des rails, précise comme un métronome mais sans raideur. C'est sans doute l'un des meilleurs morceaux du trio, en tout cas l'un de ceux qu'on attend en concert parce qu'il ne déçoit jamais. Ici, il prend une nouvelle dimension. On pense, par moments, à la bande originale du film *The Fugitive* (1993) signée James Newton Howard. Une musique de cavale et de muscles orchestraux. Parfois à deux doigts du mauvais goût, notamment quand la batterie vient se poser sur les grands élans de cordes. Mais la cavale tient.

Never Seen Again avance ensuite dans une lumière plus trouble. Les premières notes ont quelque chose d'inquiétant, très cinématographique là encore. On retient un très beau solo de Marc Demuth, vibrant mais jamais bavard. *Cross Country* ouvre un autre paysage. Son introduction réveille tout un imaginaire de musique orchestrale japonaise. On pense ici à la bande originale du *Petit Poucet* (2001), composée par Joe Hisaishi pour le très dispensable film d'Olivier Dahan. La comparaison vaut pour cette sensation de conte et de forêt traversée dans l'urgence. Joshua Redman, invité sur trois morceaux du projet, y est en feu. La



Séance d'enregistrement avec le Luxembourg Philharmonic et le saxophoniste Joshua Redman

Alfonso Salgueiro

Une musique pensée pour prendre autant d'espace ne devrait pas rester confinée au disque

présence du saxophoniste américain aurait pu n'être qu'un argument de prestige. Elle devient ici un moteur.

Catherine's Song, dernière apparition de Redman, ralentit la cadence. Le morceau est beau, plus chaud, presque chanté, mais il annonce aussi la partie moins convaincante de l'album. *Viral* oscille entre tension sombre, écriture maîtrisée et cette tentation très jazz de faire beaucoup avec peu. *Home Is Nearby*, lui, pourra émouvoir ou laisser de marbre. Selon l'humeur, on y entendra une respiration délicate, ou des sonorités à deux doigts du pathos. Heureusement, *Dante*, signé Marc Demuth et extrait du troisième album du trio *Once In A Blue Moon*, redonne du corps à un disque qui traversait un léger ventre mou. Le titre a cette

évidence mélodique qui donne l'impression qu'il existe depuis toujours. Michel Reis y offre un très beau solo, la rythmique respire, et l'orchestre retrouve une juste place.

Freedom Trail voit grand. Il donne une nouvelle ampleur à des compositions que l'on croyait connaître, sans dissoudre complètement ce qui fait la force du trio. Cette manière d'avancer ensemble, avec précision, sans jamais trop en dire. À l'automne, le trio aura plusieurs dates en Allemagne, mais dans sa disposition classique. Pour l'instant, aucune date luxembourgeoise ne semble annoncée pour accueillir ce projet orchestral. L'appel est donc lancé aux salles du pays. Une musique pensée pour prendre autant d'espace ne devrait pas rester confinée au disque. ●



T
A
B
L
O

ARCHITECTURE

Appel à participation

Dans le cadre du projet *Grössenwahn / Thùs dū* (développé par Céline Zimmer, Paul-Antoine Lucas et Bui Quý Son), sélectionné pour le Pavillon du Luxembourg à la 20^e Biennale d'architecture de Venise en 2027,

les auteurs-réalisateurs Hannah Bales et Alejandro Bordier recherchent des témoignages destinés à un documentaire. Le film s'intéresse à la surconsommation de l'espace de logement et aux déséquilibres dans la répartition des surfaces habitables : occupations individuelles de grands logis, cohabitations contraintes, superficies insuffisantes et difficultés à trouver un domicile à prix abordable. Sans opposer ces réalités, l'objectif est de recueillir des récits variés afin de nourrir une recherche plus large. Les personnes se reconnaissant dans ces différentes situations, de tout âge, au Luxembourg et dans les

villes frontalières, sont invitées à participer. Le tournage se déroulera du 4 au 8 août. Écrire à megalomania.doc@gmail.com

ART CONTEMPORAIN

Bestioles

Créée en 1995 en Corée du Sud, la Biennale de Gwangju est l'un des événements d'art contemporain les plus en vue d'Asie. Sa seizième édition, intitulée *You Must Change Your Life*, se déroulera du 5 septembre au 15 novembre sous la direction de Ho Tzu Nyen. L'artiste singapourien



n'est pas un inconnu au Luxembourg : sa première monographie européenne, *Time & the Tiger* était présentée au Mudam en 2025 (*d'Land* 04.04.2025). Pour la première fois, le Casino Luxembourg annonce sa participation à cette manifestation. Son directeur, Kevin Muhlen a invité le duo d'artistes M+M (Marc Weis, Martin De Mattia) que le centre d'art suit depuis une dizaine

d'années. Ils présenteront *The Day of the Mantis*, une installation cinématographique immersive qui réunit trois films peuplés d'étranges protagonistes, mantes religieuses et phasmes, évoluant dans des espaces traditionnellement associés à l'activité humaine. Cette trilogie confronte les spectateurs à des scénarios de catastrophe, d'isolement, de transe et de violence. FC

POLITIQUE

Moselle2035

Dans une question parlementaire, les députés

Georges Engel et Paulette Lenert (LSAP) soufflent notamment l'idée que la région de la Moselle pourrait briguer le titre de Capitale européenne de la culture en 2035. Le ministre de la Culture Eric Thill (DP) précise que cadre actuel ne couvre que la période allant jusqu'en 2033. Jusque-là, seules les villes peuvent postuler, « la candidature d'une région en tant que telle serait inconcevable », écrit le ministre. Auquel cas, « le Luxembourg ne serait pas en mesure de désigner une capitale en 2035 ». Mais il estime « envisageable que la Commission propose un ajustement des objectifs et des critères ». Le musée du vin sera-t-il prêt à temps ? FC



Wege des Herzens

IIII Frédéric Braun

Mit ihrem Album *Coward's Heart* erzählt Catherine Elsen von einem Herzen, das zaudert, krank wird und gerade deshalb den Mut findet, einen eigenen Weg zu gehen

Das Herz schlägt, lange bevor wir ihm Bedeutung geben. Es schlägt, wenn wir Angst haben, wenn wir lieben, wenn wir auf eine Bühne treten. Und manchmal schlägt es aus dem Takt. Dann wird aus einer Metapher plötzlich ein Organ, das Aufmerksamkeit verlangt. Für Catherine Elsen beginnt genau dort die Geschichte ihres neuen Albums *Coward's Heart*. Es ist eine Aufnahme über Zweifel und Zuversicht, über Erschöpfung und Aufbruch. Vor allem aber ist sie eine Suche nach jenem Mut, der selten laut daherkommt. Der englische Begriff *courage* leite sich vom lateinischen *cor*, dem Herzen, ab, erzählt sie. Vielleicht sei es deshalb kein Widerspruch, das Album *Coward's Heart* – das Herz eines Feiglings – zu nennen. Denn wer den Mut suche, kenne zwangsläufig auch das Zögern.

Eigentlich wollte Catherine Elsen keine Solostücke mehr machen. Nach acht Jahren in Luxemburg zog es die Schauspielerin und Performancekünstlerin ans Schlosstheater im niederrheinischen Moers. Produktionen wie *Love, Death and Polar Bears* oder *The Assembly*, das im Rahmen von Esch2022 entstand und bis ins litauische Kaunas eingeladen wurde, hatten ihren Namen als multidisziplinäre Künstlerin etabliert. Nun wollte sie sich auf etwas anderes konzentrieren. Weniger selbst produzieren, mehr spielen. Ensemble statt Einzelkämpferin. „To grow myself a bit more“, sagt sie.

Die Arbeit am deutschen Stadttheater bedeute zunächst genau das, was sie gesucht hatte. Sie schätzt die Methodik, die Präzision und den hohen Anspruch an das Schauspiel. Das Ensemble empfindet sie als gute Schule, in der sie enorm viel lernt. Gleichzeitig merkte sie schnell, dass sie als Musikerin, Performerin, Autorin und Schauspielerin zwischen den Kategorien arbeite. Während in Luxemburg die Grenzen zwischen den Sparten häufig verschwimmen, herrscht im deutschen Theaterbetrieb eine stärkere Spezialisierung. Gerade deshalb entstand ausgerechnet dort wieder ein Soloprojekt. *Coward's Heart* ist Musik, Performance und autobiografische Erzählung zugleich. Es versammelt Songs, Fragmente und Klangideen, die sich über viele Jahre angesammelt haben. Manche Stücke sind fünfzehn Jahre alt, andere erst wenige Monate. Immer wieder hatte Elsen Musik für Theaterproduktionen geschrieben, kurze Skizzen aufgenommen oder Melodien aufbewahrt, ohne zu wissen, wohin sie einmal gehören würden. Nun fügen sie sich zu einem Ganzen.

„Am Fong ass et d'Geschicht vu mengem Häerz.“ Dabei meint sie das durchaus wörtlich. Vor einiger Zeit machten gesundheitliche Probleme aus der Metapher ein reales Thema. Das Herz, das sie bislang vor allem als poetisches Bild verstand, wurde plötzlich zu einem Organ, das Grenzen setzte. Sie habe immer geglaubt, für alles eine Lösung zu

finden, sagt sie – bis sie krank wurde. Manche Dinge lassen sich eben nicht organisieren, optimieren oder mit genügend Ehrgeiz überwinden.

Diese Erfahrung zieht sich wie ein leiser Puls durch das Album. Ursprünglich sollte es *Songs of Crisis* heißen. Irgendwann erschien ihr dieser Titel zu eindeutig. *Coward's Heart* ließ mehr Raum für Widersprüche. Das Wort *coward* beschreibt für sie weniger Feigheit als das Innehalten vor einer Entscheidung. Den Moment, in dem man spürt, dass etwas geschehen muss, ohne schon zu wissen, ob man den Schritt wirklich wagt. Vielleicht bestünden ja genau darin die Wege des Herzens, wie Catherine Elsen meint. Immer wieder kehrt sie auf dem Album zu ihrer Vergangenheit zurück. In einem Lied erzählt sie von einer Erinnerung, die ihr bis heute gegenwärtig ist. Vier Jahre alt war sie, als sie während der Ferien auf einem Felsen am Meer stand und mit dem Wasser sprach. Das Meer erschien ihr grau und schmutzig. Also versprach sie ihm, eines Tages zurückzukehren und es zu retten. Heute beschreibt sie diesen Moment als ihre erste spirituelle Erfahrung.

Kinder, sagt sie, besäßen noch eine Unmittelbarkeit, die Erwachsenen nach und nach verloren gehe. Irgendwann beginne das ständige Vermitteln zwischen den eigenen Werten, ökonomischen Zwängen und gesellschaftlichen Erwartungen. Man funktioniere, arbeite, produziere und ent-

ferne sich dabei manchmal von dem Menschen, der man einmal gewesen sei. Auf *Coward's Heart* spricht deshalb sogar ihr Herz selbst zu ihr. Es wird zu einer eigenen Figur, zu einer Stimme, die erinnert und widerspricht. Auch musikalisch sucht Elsen diese Nähe. Sie arbeitet mit elektronischen Klängen, ebenso wie mit Atemgeräuschen, ihrer eigenen Stimme und Field Recordings. Frösche, Flüsse, Ziegen, Wind und Landschaften fließen in die Kompositionen ein. Die Natur wird dabei nicht zur bloßen Kulisse, sondern zum Resonanzraum. Die Grenzen zwischen Musik, Geräusch und Erinnerung lösen sich auf.

Dass daraus wieder ein Solo wurde, überrascht sie selbst. „Eigentlich ass dat Masochismus“, sagt sie und lacht. Allein auf der Bühne gebe es keine Ausweichbewegung. Jeder Blick, jede Pause, jeder Atemzug werde Teil der Aufführung. Gleichzeitig entstehe genau daraus jene besondere Beziehung zum Publikum, die sie in Ensembleproduktionen manchmal vermisste. Wenn Menschen sich entscheiden, einen Abend gemeinsam in einem Theater zu verbringen – ohne Handy, ohne Ablenkung –, dann wolle sie ihnen etwas mitgeben. Keine möglichst schrille Idee, sondern eine Erfahrung. Gerade in einer Soloperformance müsse die künstlerische Intention deshalb umso klarer sein. Der Austausch mit dem Publikum sei kostbar und verdiene besondere Sorgfalt.

Theater sei für sie deshalb beinahe ein Gegenmittel. Unser Alltag beginne oft schon vor dem Zähneputzen mit Bildern von Kriegen, Werbung und permanenter digitaler Überforderung. Alles verlange Aufmerksamkeit. Alles wolle etwas von uns. Das Theater dagegen reduziere die Mittel. Es lasse den Menschen mit seiner Vorstellungskraft allein. Eine Form von Askese, sagt Elsen. Vielleicht bereitet sie sich deshalb so konsequent auf ihre Vorstellungen vor. Nach einem Kaffee mit Freunden am Morgen nehme sie sich



Die Songwriterin
und Schauspielerin
Catherine Elsen

bewusst Zeit für sich, rede möglichst wenig und komme zur Ruhe. Die Vorstellung beginne für sie lange, bevor sie die Bühne betrete.

Früher allerdings habe sie jede Premiere als existenzielle Prüfung erlebt – es sei um Leben und Tod gegangen. Heute sehe sie das gelassener. Nach der Vorstellung gingen die Menschen schließlich nach Hause und schliefen. Es sei eben Theater. Das bedeutet nicht, dass sie ihre Ansprüche gesenkt hätte, im Gegenteil. Eine Produktion brauche Radikalität. Man müsse einer Idee folgen und alles Überflüssige weglassen. Gleichzeitig lerne sie gerade, nicht mehr jedes Projekt mit derselben kompromisslosen Selbstaufgabe anzugehen. Mit vierzig, sagt sie, fühle sie sich innerlich noch immer wie siebzehn. Ihr Körper sehe das inzwischen anders. Vielleicht erklärt das auch ihren Wunsch nach einer eigenen Compagnie. Langfristig träumt Catherine Elsen von einem Studio, einem Ort, an dem Musik, Performance, Schauspiel und Bewegung selbstverständlich zusammenfinden können. Workshops mit jungen Künstlerinnen und Künstlern gehören ebenso zu dieser Vision wie soziale Projekte oder langfristig wachsende Produktionen. Ein Stück müsse nicht nach wenigen Vorstellungen verschwinden. Es dürfe reifen.

Ihr ehemaliger Professor in London habe ihr einmal geraten, ihre eigene „Meredith-Monk-Welt“ zu erschaffen. Die amerikanische Komponistin und Performancekünstlerin gehört ebenso zu ihren Vorbildern wie Laurie Anderson. Künstlerinnen, die nie laut sein mussten, um gehört zu werden. Die nicht Aufmerksamkeit suchten, sondern eine eigene poetische Sprache entwickelten. Vielleicht führt genau dorthin auch *Coward's Heart*. Weg von der permanenten Beschleunigung, hin zu einer konzentrierteren Form des Arbeitens. Weniger Produktionen, mehr Tiefe. Das Herz schlägt schließlich nicht schneller, weil es mutiger ist, sondern weil es lebendig bleibt. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

La clim soulage mais ne résout rien

IIII Jean Lasar

Pendant la canicule, les petits climatiseurs d'appoint ont fait l'objet d'une véritable foire d'empoigne. On a vu des internautes fûtés en acheter chez Action pour 180 euros pour les revendre aussitôt sur *leboncoin.fr* en en doublant pratiquement le prix. Mon royaume pour une clim', semblaient proclamer certains de nos contemporains assommés par la chaleur. Comment leur jeter la pierre ? Pour le locataire d'une chambre de bonne donnant sur la cour intérieure d'un immeuble parisien, un tel appareil, même s'il est très peu performant par rapport aux installations fixes, représente une ligne de vie. Toutefois, de là à en conclure que la climatisation constitue une bonne réponse à la crise climatique, voire, comme se sont hâtés de le suggérer des cadors du Rassemblement national, la réponse tout court, il y a un pas que seuls les ignorants abonnés au déni auront osé franchir.

Face à la crise climatique, présenter atténuation et adaptation comme des options mutuellement exclusives relève évidemment de l'ineptie. Autant il serait inhumain et injuste de vouloir empêcher le déploiement de solutions, même de fortune, permettant aux personnes les plus vulnérables, seniors, enfants ou ceux confinés dans des logements-bouillottes, d'affronter les pics de température, autant le recours systématique à la climatisation est un parfait non-sens.

Ce n'est pas que la consommation d'énergie qu'elle occasionne (de l'ordre de cinq pour cent des émissions liées au bâti), ce sont aussi les fuites des gaz réfrigérants utilisés dans les ap-

pareils. Les plus nocifs d'entre eux ont un effet de serre jusqu'à 2 000 fois plus élevé que celui du CO₂. Ces gaz ont tendance à s'échapper des appareils lors de leur fonctionnement, et ce d'autant plus que les appareils sont bas de gamme, ou en cas de mauvais recyclage. L'UE a légiféré pour favoriser l'utilisation de fluides à l'effet de serre fortement amoindri, mais ces mesures ne prendront leur plein effet que d'ici 2030. Au point que, selon l'expert Vincent Viguié, ces fuites représentent aujourd'hui les deux tiers de l'effet de serre causé par le recours à la climatisation en France.

Par ailleurs, en ville, le froid généré à l'intérieur de l'habitat fait grimper les températures à l'extérieur, aggravant l'effet d'îlot de chaleur qui contribue à y rendre si difficiles les périodes de canicule, et ce surtout en cas de déploiement individuel à chaque étage des immeubles. À cet égard, une solution serait de privilégier l'installation des appareils en toiture, pour faciliter l'évacuation de l'air chaud par les vents, ce qui suppose, à nouveau, de prévoir plutôt que de réagir dans l'urgence. Plus généralement, une meilleure prise en compte des risques de canicule dans les codes d'urbanisme permettrait d'aboutir à des maisons moins énergivores, face au froid mais aussi face à la chaleur.

Lors de la récente vague de chaleur en France, qui selon les prévisionnistes va être suivie d'autres épisodes comparables dès le mois de juillet, le débat politique s'est concentré, à juste titre, sur la protection des Ehpad, des hôpitaux et des écoles. Or, dans ces contextes institutionnels, la clim ne fait partie des so-

lutions raisonnables aux pics de chaleur que si elle est pensée lors de la conception des bâtiments et des façons de s'en servir.

De façon générale, la fixation et la polarisation du débat sur la clim en France montrent à quel point les décennies d'inaction face à la crise ont contribué à ancrer dans la société une mentalité de poisson rouge. À l'opposé d'une attitude posée et proactive consistant à combiner judicieusement atténuation et adaptation, à doser réglementation et subventionnement, bref à planifier, on fait mine d'être surpris par la canicule comme si les modèles climatiques éprouvés ne les avaient pas prédits. Le « gros du travail » pour préparer le pays aux impacts de la crise « a été fait » sous ses deux mandats, a ainsi assuré Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse sous un soleil de plomb à Antibes, « mais on ne s'adapte pas à un pic qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui en Europe et qui n'a jamais eu d'équivalent dans notre histoire ». Une affirmation qui témoigne de la poursuite du déni : que l'exécutif présente les canicules induites par le réchauffement comme une mauvaise passe (entendez : surprenante) dont on va se dépêtrer comme on peut plutôt que comme annonciatrices de futurs épisodes plus graves et plus fréquents enterre tout espoir qu'il ait réellement pris la mesure de la situation. Le mot d'ordre continue d'être la sauvegarde à tout prix de la normalité, même si celle-ci se fait à coup de climatiseurs d'appoint inefficaces achetés dans l'urgence et à prix fort, alors que cette normalité se liquéfie sous nos yeux comme le bitume de nos routes surchauffées. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Den Dementi

IIII Jacques Drescher



Et war esou am Summer,
An d'Stad, déi keimt vun Hëtzt.
Si hat eng Buergermeeschtesch,
Déi war nawell gewëtzt.

Si gouf dacks net verstanen,
Well d'Press war archi-nul,
An huet se falsch zitéiert
Wéinst enger Canicule.

„Et kann net sänn!“, sou sot se,
Dass d'Stad ass wéi e Bësch;
Mir brauche Plaz fir d'Fouer,
An d'gëtt am Hierscht méi frësch!

Den Tram, dee wollt ech och net,
Dat heescht, ech wollt e schonn,
An hutt am Kapp dir Botter,
Da setzt iech net an d'Sonn!“

Derrière l’esthétique

IIII Marianne Brausch

Identitaire, social, politique. Le portrait photographique garde toute son actualité

Chez Arendt & Medernach la célébration de l’art de la photographie, débutée en 2003, se poursuit sans faillir avec l’exposition actuelle *(EF)FACE Hidden Feature*. Paul di Felice qui s’occupait déjà de collection du bureau d’avocats, du choix des artistes et des thématiques des expositions, est désormais rejoint par sa fille Claire dans ce travail de curation qu’ils mènent au sein du duo Mai contemporary.

(EF)FACE Hidden Features, montre à quel point le thème du portrait et de l’autoportrait, est tout sauf dépassé. Si le titre le résume en trois mots directs comme un coup de poing, les approches, sensibles sont aussi variées qu’il y a de situations personnelles. Les origines culturelles et identitaires par Nouf Aljowaysir, l’héritage politique par Bruno Balzer et Leonora Bisagno, l’identité par la naissance de Katinka Goldberg et Alba Zari et une sorte de jeu de rôles aux masques à la fois pleins d’humour et effrayants, concocté par Andrés Lejona.

Chez Aida Silvestri, le portrait est à la fois politique, social et identitaire, invisible mais inscrit à jamais dans la chair et le cerveau, comme le fil du voyage depuis le départ d’Érythrée jusqu’à l’arrivée à Londres. Ce fil est littéralement cousu sur l’image. La série *Even This Will Pass*, floute le visage de migrants anonymes qui réussissent ou échouent à atteindre leur but. Ils ont tous un destin et un vécu personnel, rendu par les mots d’un poème, quand le visage ne peut être montré pour cause d’illégalité. Autre portrait transformé, celui vu et revu de Mao Zedong sur la Place Tiananmen à Pékin, dont l’évolution historique est vertigineuse. Quand Mao parlait au nom de tous, le portrait était obligatoire avec le grand Timonier. C’était dans les années 1970. Tout le monde parle de soi-même aujourd’hui en se photographiant avec Mao en guise de décor de fond. Ce double sens est donné par la pixélisation à l’extrême, résultat de l’observation de l’évolution sociétale du communautarisme à l’individualisme par Bruno Balzer et Leonora Bisagno lors d’une résidence d’artiste en Chine.

Le temps passe, mais il est des personnes qui portent en eux l’héritage d’un déplacement, que les souvenirs familiaux soient

L’exploration la plus poignante est la recherche d’Alba Zari sur l’identité de son père

évoqués ou tus. Cela joue dans le vécu présent de Katinka Goldberg, dont on voit le profil de trois quarts, avec son abondante chevelure brune. Cet autoportrait est accroché sur un double fond : visage dont on ne voit que la joue rebondie tournée vers un drapé de satin rose, disposé pour la photo comme une danse tourbillonnante et sensuelle. Mais à gauche, la lumière fragmente la silhouette d’un arbre qui semble tirer vers l’arrière les cheveux emmêlés de la tresse.

Ce tiraillement entre futur et passé est au centre d’une série de quatre images, dont la lecture énigmatique, sinon difficile pour le spectateur, dénote la difficulté de Katinka Goldberg à montrer son identité dans la chaîne de sa filiation. Pourquoi peut-on penser, exposer la photo qui jouxte l’autoportrait à droite ? Il est un retour en arrière mais l’aboutissement de ce qui a fait de Katinka Goldberg, la petite-fille de deux grand-mères qui ont fui l’Allemagne dans une longue marche à pied à travers champs pour rejoindre la Scandinavie. Une photo d’identité des archives familiales, soit un document à l’époque nazie éminemment politique, devient prétexte à remplacer les visages des juives à exterminer par la vision imprimée à jamais dans leur souvenir de leur fuite parsemée de fleurs des champs.

Un travail aussi complexe, est l’occasion pour le visiteur de *(EF)FACE Hidden Features*, de voir, derrière l’esthétique photographique, le travail de recherche d’expressions plastiques ainsi que techniques. Pour aller plus loin dans la visite, un QR code accompagne chaque série de photos. On télécharge un texte explicatif approfondi des curateurs. L’exploration la plus poignante, est sans doute la recherche personnelle de l’identité individuelle et paternelle de d’Alba Zari. Sa grand-mère et sa mère avaient rejoint une secte en Asie dans les années 1970. En réussissant à se libérer mentalement de cette emprise, Alba Zari s’est mise à la recherche d’un maillon manquant dans son existence : son géniteur. À côté donc des photos de souvenirs d’enfance, où la physionomie des protagonistes pourrait être celle de tout un chacun, voici le portrait-robot d’Alba Zari d’elle-même. Il est issu d’un travail d’enquête long, y compris de tests ADN, où les traits du visage – yeux, nez, bouche – sont issus potentiellement des gènes de son père. C’est une sorte de jeu du hasard qui pour elle a été celui d’une nécessité.

Andrés Lejona gratifie les visiteurs d’une sorte d’interlude à la fois ludique et effrayant : le masque – qu’il a déjà plusieurs fois abordé dans son travail, est à la fois une manière de se cacher et de se révéler, selon la manière et la matière dont il est fait et porté. Pour clore *(EF)FACE Hidden Features*, le travail de Nouf Aljowaysir porte sur ce qui fut longtemps le stéréotype de l’orientalisme par les Occidentaux. Derrière l’effacement de la personne (visage et corps sur des photos anciennes de sa propre famille saoudienne), ne subsiste que le costume, ce style typique, attribut culturel et outil de domination de classe. L’intérêt de l’utilisation par Nouf Aljowaysir de l’IA comme outil technique d’effacement et non de création de nouveaux traits artificiels, est une utilisation à rebours habile de la technologie la plus avancée pour résister à l’imagination d’un nouveau stéréotype. ●

L’exposition *(EF)FACE Hidden Features* est à voir à la Arendt House, jusqu’au 6 septembre





Dungeons and Dragqueens

IIII Jeff Schinker

Film d'animation destiné à un public adulte, *Jim Queen* est jouissif aussi que militant

Jim Parfait passe ses journées au fitness et ses soirées au club. Son alimentation ? Protéines le matin, kétamine le soir. Influenceur au physique aussi parfait que son nom l'indique, son corps est un temple auquel il voue un culte avec le dévouement d'un curé fanatique. Hélas, le jour où ce temple s'écroule ne tarde pas à arriver : un matin, un de ses abdos disparaît mystérieusement. Débarquant à l'improviste à l'hôpital où travaille sa meilleure amie Nina – Jim Parfait, influenceur, dit-il en pénétrant dans le hall d'accueil, comme s'il s'attendait à ce que ça lui confère un accès prioritaire aux urgences –, celle-ci lui confirme sa pire crainte : il est touché par l'hétérosex, une nouvelle IST aux ravages terribles. Ceux qui en sont atteints perdent d'abord le culte du corps, commencent à s'intéresser au foot, finissent par vouloir procréer à tout prix puis se mettent à pratiquer la monogamie. Bref : peu à peu, ils deviennent hétérosexuels. Tandis qu'une présentatrice de télé commente les effets mondiaux de cette nouvelle pandémie – Ricky Martin épouse Kristen Stewart, le dernier concert de Lady Gaga est annulé –, Jim essaie de retrouver le mystérieux docteur Ragoult (!), potentiel inventeur de la chloroquer (re-!). Pour cela, l'aide de Lucien sera précieuse. Lucien, jeune puceau twink, dont la mère, accessoirement ministre de la Santé, refuse d'admettre son homosexualité pourtant évidente, vit aussi séquestré qu'Agnès dans *L'école des femmes*. Dans son dans le placard-dressing de sa chambre, où s'alignent godes et autres sextoys, il passe son temps à rêver de Jim dans un pastiche hilarant de *La petite sirène* de Disney. Quand leurs chemins se croisent, le duo inégal se met à la recherche du remède à l'hétéropositivité. Commence, pour Lucien, le lent chemin vers un coming out semé d'embûches qui aboutira sur un dialogue avec sa prostate, qui prend évidemment la voix de Philippe Katerine.

Jim Queen brasse les clichés sur les hétérosexuels pour les mettre à pied d'égalité avec ceux que les hétéros ont sur les communautés gays. Ce film

Le degré de calembours est plus qu'élevé, et l'humour est toujours politique

d'animation est un tourbillon filmique, un ouragan qui arrache toute bienpensance et toute bien-séance pour redessiner, au final, un monde utopique où le cliché ne serait plus qu'un clin d'œil amical, et non plus une réification typologique propice à la dissémination de propos racistes, xéno- et homophobes. Jim Queen est une sorte d'ovni dans l'animation : produit par l'audacieux studio français Bobbypill, dont c'est le premier long-métrage et qui s'est spécialisé dans l'animation un peu déjantée pour adultes (*Kassos, Peepoodo & The Super Fuck Friends...*), c'est un des rares films d'animation queer là où, à titre d'exemple, sept des 22 long-métrages en compétition pour la Palme d'Or étaient également en lice pour la *queer palm* et racontaient (entre autres) des histoires d'amour homosexuel. Et si le film se limite – et ça n'est pas là un reproche, puisque c'est sa prémisse même – à représenter l'univers de la population gay, il est à espérer que par mimétisme, il en induira d'autres à parler des cosmos et microcosmos queer. Car même s'il existe d'ores et déjà bon nombre de films d'animation avec des personnages queer (l'on peut penser à *Ghost in the Shell*, à *The Legend of Korra* ou même à *Dragon Ball*), ces derniers sont souvent des personnages secondaires et sont explicitement caractérisés comme marginaux. Remarquons toutefois qu'il existe déjà, avec *Lesbian Space Princess*

d'Emma Hough Hobbs et Leela Varghese (2023), un prédécesseur au féminin.

En critiquant l'hétéronormativité, *Jim Queen* fait moins le procès à ce que le patriarcat a imposé comme une norme sexuelle dont dérivent des modes de vie orientés vers la reproduction de modes de vie capitalistes qu'il met en lumière que toutes les manières d'aimer sont bonnes et potentiellement belles. Conjointement, il met en garde contre un double solipsisme qui menace nos sociétés éclatées, départagées en autant de communautés qui ne communiquent guère l'une avec l'autre : d'un côté, quand Lucien découvre le monde des clubs gays, où ça se défonce et s'enfonce avec joie et insouciance, une drag queen faisant office de guide spirituel lui présente la taxonomie des gays, freinant l'enthousiasme de Lucien quand celui-ci parle un peu prestement de LGBTQI+, expliquant qu'ici, il n'y a que les gays et que leur communauté est diffractée entre différentes castes, dessinant la mappemonde d'un monde presque féérique où drags, bears, twinks et autres fêrus des clubs de gym se chaillaient sans vraiment se mêler entre eux.

De l'autre côté, Jim l'influenceur est tant obsédé par l'image qu'il projette de soi qu'il en a perdu toute perception des autres et, pour le dire vite, tout sens de l'empathie. Ainsi, quand une drag queen aide Lucien et Jim à s'échapper des griffes de la Gaystapo au Rosa Bonheur, Jim n'y comprend rien. Et Lucien de lui expliquer cet étrange phénomène qu'est la bienveillance, concept que le grand gaillard ne maîtrise pas et qui semble être devenu caduc aux temps d'Insta et consorts. Cet aspect un brin technophobe que *Jim Queen* partage avec *Toy Story 5* fait du film un plaidoyer pour l'empathie, porté par le personnage de Lucien, dévoué et amoureux, qu'on pense d'abord naïf mais qui osera non seulement montrer ses sentiments, mais aussi les bienfaits du *care*, grand sujet de la dernière compétition à Cannes, où le film était montré en Séances de Minuit.

Ce côté un peu mélo est rattrapé par un humour que d'aucuns trouveront peut-être vulgaire (laissons-les) : *Jim Queen* assume ouvertement son côté jouissif, provocateur et ses blagues qui frôlent le mauvais goût avec une élégance inégalable. Rien que l'onomastique est délicieusement irrévérencieuse – la cheffe des drag queen s'appelle Lady Glamylia et les méchants, c'est la Gaystapo. Le degré de calembours est plus qu'élevé, mais l'humour, chez *Jim Queen*, est toujours politique : quand, dans un grand final utopique, toute la communauté gay oublie ses clivages internes et que drags, twinks, kiffeurs, bears et autres gym queen affrontent les CRS, c'est via un humour ravageur que ça se passe : les chemsexuels sniffent le gaz lacrymo en se délectant que ce soit « encore mieux que la 3-MMC », les adeptes de SM adorent les coups de matraques des escouades policières, et quand une licorne de Troie s'infiltre dans le palais de la ministre, on devine par quel orifice les insurgés s'exfiltrèrent des boyaux de l'animal coloré.

À la fin, quand (attention spoiler) une cure à l'hétéropositivité est trouvée et qu'il faut baiser pour guérir, c'est comme si *Jim Queen* cherchait à panser le souvenir des ravages laissés par le VIH dans les années 1980 en développant une utopie où baiser ne tue plus, mais guérit. En ces temps où le RN gagne de plus en plus de terrain, où Elon Musk soutient officiellement des influenceurs d'extrême droite, où la canicule condense un climat politique scindé, où la droite exhibe de plus en plus ouvertement son mépris de toutes celles et ceux qui ne sont pas (riches) comme eux, *Jim Queen* n'est pas seulement une bouffée d'air frais dans une France qui laisse tomber son initiale pour devenir de plus en plus rance, c'est un film nécessaire, urgent, qui prouve, par la plus magistrale des démonstrations, que l'humour sait tout défaire, et qu'il est encore possible de tout refaire, à condition qu'on s'y prenne maintenant, et qu'on s'unisse contre une politique délétère. ●

L'Évangile selon Spielberg

IIII Maria Sole Colombo

***Disclosure Day* est le trente-cinquième long métrage de Steven Spielberg, ainsi que sa neuvième œuvre de science-fiction**



Emily Blunt devient une sorte d'apôtre multilingue

Universal Pictures

Au moins une fois par décennie, depuis les années 1970 de *Rencontres du troisième type* jusqu'à aujourd'hui en passant par *E.T.* (1982), Steven Spielberg, le « réalisateur hollywoodien par excellence » est revenu à un genre qui, plus que tout autre au sein du cinéma commercial, laisse une place à la liberté créatrice de ses auteurs. Le corpus de science-fiction ainsi constitué au fil de ces incursions périodiques frappe aujourd'hui par son extraordinaire diversité, mais aussi par la cohérence avec laquelle il élabore une véritable « poétique de l'émerveillement ». Les films de science-fiction de Spielberg impressionnent, autrement dit, par leur capacité à s'inscrire dans leur époque, en donnant forme aux angoisses majeures qui traversent chacune des périodes où ils ont été réalisés. Dans le même temps, ils composent un vaste hypertexte en expansion, dont chaque fragment contribue à l'édification d'un discours artistique et philosophique singulier.

À première vue, *Disclosure Day* s'apparente à un récit d'espionnage hitchcockien : dans cette variation autour de *La Mort aux trousses* (1959), le film s'ouvre sur une course-poursuite où Josh O'Connor, génie dissident de l'informatique, est traqué par une obscure organisation gouvernementale. À la tête de celle-ci se trouve un Colin Firth volontairement caricatural, si foncièrement malveillant qu'il semble tout droit sorti d'un épisode de la saga *James Bond*. Une intrigue parallèle met en scène Emily Blunt dans le rôle d'une présentatrice de télévision soudain investie de pouvoirs paranormaux. Rouage innocent et inconscient, projetée malgré elle dans une machination qui la dépasse de toutes parts, elle incarne à merveille cet archétype éminemment hitchcockien de l'individu ordinaire, pris au piège, contre son gré, dans les rets d'une sombre conspiration internationale.

Au-delà de sa matrice espionnage, *Disclosure Day* est aussi un film qui revendique avec fierté son inscription dans la culture de la science-fiction. L'imaginaire auquel Spielberg puise est celui d'une science-fiction « classique », d'une naïveté telle qu'elle nous fait aujourd'hui presque sourire. Là où nombre de cinéastes contemporains se lancent dans de

vertigineuses entreprises de *world-building* ou se perdent dans des mythologies d'une extrême complexité – que l'on pense au James Cameron d'*Avatar* ou au Denis Villeneuve de *Dune* –, *Disclosure Day* réactive des codes hérités du cinéma de drive-in des années 1950. On y retrouve ainsi les cercles de culture, les OVNI, et jusqu'à un peuple d'extraterrestres aux vastes crânes allongés, selon une représentation plus canonique que jamais (celle-là même que résume aujourd'hui l'emoji de l'alien).

Si l'imaginaire convoqué par *Disclosure Day* paraît à ce point conventionnel, ce n'est certainement pas par manque de ressources inventives de la part de son réalisateur. Auteur résolument néoclassique, convaincu des puissances mythopoétiques du cinéma narratif traditionnel, Spielberg rend avant tout hommage aux films qu'il a aimés dans son enfance et qui ont façonné sa cinéphilie – une démarche qui n'est pas sans rappeler celle de *La guerre des mondes* en 2005, adaptation du roman de H. G. Wells déjà porté à l'écran par Byron Haskin en 1951. Au-delà de sa dimension citationnelle, qui chez Spielberg ne prend jamais les allures d'un divertissement postmoderne, l'immédiateté de la mythologie science-fictionnelle de *Disclosure Day* procède également d'une véritable recherche de simplicité : une manière de réduire le « bruit de fond » afin de mettre en pleine lumière le noyau philosophique du film.

Avec son récit exemplaire, limpide comme une parabole biblique, *Disclosure Day* est fondamentalement une histoire de foi et de la relation entre l'homme et Dieu. Le symbolisme religieux imprègne le film aussi bien dans sa littéralité que dans sa signification la plus profonde. Après avoir été novice dans sa jeunesse, la compagne du personnage incarné par Josh O'Connor trouve refuge dans un couvent et, dans l'une des scènes les plus intenses du film, serre un crucifix entre ses mains ; frappée de stupeur par l'apparition d'un oiseau « divin », qui évoque de très près la colombe mystique du Saint-Esprit, Emily Blunt se met quant à elle à parler toutes les langues du monde, à l'image des apôtres au jour de la Pentecôte.

Spielberg imagine se révéler une seule Vérité dans un langage émotionnel et préverbal, pourtant essentiellement humain

En suivant cette lecture métaphysique, encouragée par une multitude d'indices plus ou moins explicites, il n'est pas difficile de concevoir *Disclosure Day* comme un vaste récit messianique. Fils de la culture juive, tendue vers l'attente du Fils de Dieu, Spielberg trouve ici une forme cinématographique pour imaginer le jour de la venue du Christ. Autrement dit, en traduisant littéralement le titre du film, le « jour de la révélation ». Dans un final bouleversant, le cinéaste met en scène cette révélation comme le récit d'un nouvel Évangile. Paraphrasant Jean, le plus philosophique des évangélistes, « au commencement était le Verbe » : chez Spielberg aussi, comme dans des millénaires de culture sémitique avant lui, le dévoilement d'une vérité ultime passe par la parole, par la narration, par une histoire transmise et racontée – en l'occurrence, à travers le langage universel du cinéma.

Espace symbolique aux possibilités expressives infinies, le cinéma est pour Spielberg le lieu où fonder une nouvelle cosmogonie, donner forme à des récits individuels et collectifs, se construire comme communauté et élaborer des traumatismes personnels. Dans ce dernier film, comme dans le précédent *The Fabelmans* (2022) et déjà dans son premier long métrage *Duels* (1971), apparaît notamment une séquence d'accident ferroviaire : autour de cette scène récurrente – sorte de scène primitive, au sens psychanalytique

– se cristallisent manifestement les blessures les plus profondes de l'âme du cinéaste, qui trouve dans le cinéma un formidable outil pour rejouer son propre traumatisme, encore et encore, dans l'espoir de le maîtriser, de le normaliser et, en dernière instance, de le métaboliser.

Face à une vision aussi ambitieuse, il est légitime de se demander pourquoi Spielberg confie un message d'une telle sacralité à un récit de science-fiction — un genre de consommation et de box-office, typiquement associé à un cinéma d'intérêt commercial. Pour répondre à cette interrogation, il suffit d'analyser la manière dont Spielberg conçoit la figure de l'extraterrestre, et plus généralement le mythe du contact avec la vie venue d'ailleurs : loin de constituer un simple vecteur d'exotisme, l'alien est, chez le réalisateur de *Rencontres du troisième type*, le symbole d'une altérité par excellence, qui contraint à une douloureuse renégociation identitaire. Avant même d'être un dispositif spectaculaire, la rencontre avec un OVNI devient ainsi une aventure spirituelle au sens plein, puisqu'elle oblige l'homme à s'interroger sur sa propre nature. Que signifie, au fond, être humain ? Si nous ne sommes pas seuls dans l'immensité de l'univers, qui est Dieu pour nous et qui sommes-nous pour Dieu ?

Dans *Disclosure Day*, l'humanité n'apprend à se connaître elle-même qu'à travers la confrontation avec l'autre. Une confrontation qui, toutefois, ne passe jamais par une élaboration rationnelle, puisque le cinéma de Spielberg accorde toujours un primat absolu aux émotions : de même que le petit Elliot établissait une communion empathique avec l'extraterrestre E.T., dont il partageait les douleurs et les joies, de même la « messagère » Emily Blunt se met à parler la langue œcuménique des sentiments, qui lui permet d'entrer en contact profond avec toute forme de vie qui l'entoure. C'est dans ce même langage émotionnel et préverbal, universel et pourtant essentiellement humain, que Spielberg imagine se révéler une et une seule Vérité. À l'heure des fake news et des théories complotistes, du relativisme nihiliste et de la post-vérité, il s'agit d'une utopie digne d'un grand rêveur. ●

S

T

|

L



land

03.07.2026

Lettres modernes

IIII Cyril B

Il y a une soixantaine d'années, la bande dessinée *Philémon* racontait l'histoire d'un voyageur perdu sur les lettres « Océan Atlantique ». Transformer les caractères imprimés sur les cartes géographiques en autant d'îles sur lesquelles se promener était une belle trouvaille poétique. Depuis, au fur et à mesure de l'instagramisation de nos villes, de nombreuses municipalités ont installé de grandes lettres blanches aux endroits les plus touristiques, afin de permettre aux visiteurs en mal d'inspiration de s'y photographier. C'est sans doute moins risqué que de tenter un selfie devant le panneau « Luxembourg » installé en bordure de route entre la croix de Cessange et le rond-point Glück. Mais pourquoi prendre une photo dans la ville que l'on visite avec ce même nom en arrière-plan, sous ses fesses ou entre ses bras ? Pour trouver concept plus absurde, il faut remonter à l'invention de la gourmette au prénom de son propriétaire (au cas où il faudrait consulter son poignet pour s'en souvenir), des lettres à coller sur la porte de la chambre de ses enfants (pour ne pas les confondre si l'on en a beaucoup) ou du tatouage de la date de naissance de sa progéniture (comme si l'on pouvait oublier leur anniversaire).

Les lettres « Hollywood », visibles depuis des kilomètres et initialement destinées à promouvoir un projet immobilier, sont devenues un symbole de Los Angeles. Le principe a évolué, et depuis quelques années les communes choisissent plutôt de disposer ces immenses lettres en plein centre. Après la place d'Armes et la Kinnekswiss, Luxembourg a choisi le parvis devant la Philharmonie. De son côté, à quelques dizaines de mètres de là, le Parlement européen a installé des lettres « EUROPA » dans la cour de son bâtiment principal. Il ne manque que « TERRE » pour compléter le recensement topographique.

Les touristes ont toujours eu un faible pour les souvenirs combinant leur identité propre et celle de l'endroit visité. C'est ainsi que les T-shirts ou les bols avec des prénoms calligraphiés tiennent depuis longtemps une place de choix au hit-parade des souvenirs de voyage. En partageant sur les réseaux sociaux une publication dans laquelle leurs proches peuvent immédiatement lire le lieu où ils se trouvent, ils n'ont pas besoin de préciser leur localisation. Ils atteignent le paroxysme du cliché touristique en prenant, littéralement, une photographie de « Paris », « Amsterdam » ou « Madrid ».

Chaque ville peut s'inventer en capitale, au pied de la lettre, et on l'on trouvera ainsi « Blankenberge » ou « Sedan » installés à des endroits stratégiques.

Ces installations viennent admirablement compléter l'attrail d'une ville sans originalité, avec les chaînes de restauration rapide et de boutiques de mode alignées dans les rues piétonnes, les meubles Ikea équipant des Airbnb à la déco standardisée, les chalets préfabriqués pour les marchés de Noël et le mobilier urbain installé en échange d'espaces publicitaires. Pour les dix ans du « Let's Make It Happen », des affiches ont d'ailleurs été éparpillées façon puzzle dans les abribus portant chacune une lettre de son nom, avec concours pour toutes les photographier.

Heureusement, tout cela s'installe, se démonte, et se déplace assez facilement, et finira sans doute au rayon des souvenirs des années 2020. On frémit à l'idée que d'immenses lettres « Golfe d'Amérique » soient un jour coulées dans du béton au large du Mexique, pour rendre son changement de nom indélébile. ●

LE JEU

Shaggy Run

Depuis tout petit Kim Strasser se passionne pour les jeux vidéo. Pas seulement pour y jouer, mais pour les fabriquer. Diagnostiqué d'un syndrome d'Asperger en 2014, il a un temps mis cette passion entre



parenthèse pour animer des formations et des actions de sensibilisations auprès de la Fondation autisme Luxembourg. Mais son attrait pour les jeux vidéo et la programmation est restée intacte. Fin 2023, il a finalement franchi le pas de l'entrepreneuriat en fondant Shaggy Games, puis le jeu du même nom. Son jeu de plateforme reprend les classiques du genre. Le joueur incarne Shaggy, un drôle d'animal entre le lapin, la taupe et le chat, qui court, saute, évite les obstacles. Il récolte des pièces, bouffe des carottes pour accélérer, sauve des chats et se mesure à ses ennemis à travers

47 niveaux. Le dessin est un peu enfantin, mais la navigation est intuitive, et se pratique du bout du doigt sur l'écran d'un smartphone. Le jeu est disponible en allemand, français et anglais. Il fonctionne sur les appareils iOS et Android. FC

L'ENDROIT

Nøde

Un nouveau coffee shop à découvrir dans une marée caféinée plus en vogue que jamais ? Certes, mais pas n'importe où, ni n'importe comment ! Car là où certains établissements de la capitale jouent sur le côté hipster à l'extrême, avec des décors très berlinois et des specialty coffees parfois à peine buvables, Gaetan, le patron du nouveau venu Nøde Coffee & Kitchen, mise quant à lui sur le bon, dans le cadre comme dans la tasse, et dans l'assiette. Et pour

cette nouvelle aventure, il s'est installé là où l'on a souvent besoin de bon café : dans une zone d'activité dense, à Leudelange. Mais cantonner Nøde au statut de coffee shop serait une erreur. Les formules du midi sont savoureuses et bien servies, avec des tartines et sandwiches aussi créatifs que canailles, sans oublier des soupes et des salades de saison qui ne manqueront pas de ravir les appétits plus légers, le tout à déguster dans un décor qui joue le confort sans oublier l'élégance. Mention spéciale, aussi, pour l'inventivité et le second degré du des noms trouvés pour chaque plat : la baguette « Ham-nesia », le wrap



« Romaine calm » ou encore le génial « Tuna Turner », simply the best ! Ouvert depuis à peine un mois, Nøde lance aussi un événement afterwork chaque jeudi. FR

PRINTED IN
LUXEMBOURG